



PROSPECTUS

(établi en application des articles 211-1 à 216-1 du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers)

mis à la disposition du public à l'occasion de l'émission de

TITRES SUBORDONNES REMBOURSABLES A TAUX FIXE

avec un montant nominal de 71 000 000 euros

6,05 % décembre 2008 / décembre 2018
garantis par Crédit Agricole S.A.

(code valeur : FR0010695817)

Le taux de rendement actuariel de cette émission est égal à 6,00 %. Il ressort avec un écart de taux de 2,45 % par rapport aux taux des emprunts d'Etat de durée équivalente (3,55 %)(*) constatés au moment de la fixation des conditions d'émission.

Le Titre Subordonné Remboursable se distingue de l'obligation en raison du rang de créance contractuellement défini par la clause de subordination.

Ce prospectus est composé :

- du document de référence du garant déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 20 mars 2008 sous le numéro D 08-0140, ayant fait l'objet d'un rectificatif déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 29 avril 2008 sous le numéro D 08-0140-R01, de ses actualisations déposées auprès de l'Autorité des marchés financiers le 15 mai 2008 sous le numéro D.08-0140-A01, le 20 mai 2008 sous le numéro D.08-0140-A02, le 11 septembre 2008 sous le numéro D.08-0140-A03, le 18 novembre 2008 sous le numéro D.08-0140-A04, ainsi que de sa note d'opération relative à son augmentation de capital déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 4 juin 2008 sous le numéro 08-115.
- du prospectus Radian ayant reçu de l'Autorité des marchés financiers le numéro de visa 08-120 en date du 9 juin 2008 pour les comptes annuels 2007
- du résumé du prospectus
- et de la présente note d'opération.

AMF



En application des articles L. 412-1 et L. 621-8 du Code monétaire et financier et de son règlement général, notamment de ses articles 211-1 à 216-1, l'Autorité des marchés financiers a apposé le visa n° 08-275 en date du 8 décembre 2008 sur le présent prospectus. Ce prospectus a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires.

Le visa, conformément aux dispositions de l'article L621-8-1-I du code monétaire et financier, a été attribué après que l'AMF a vérifié "si le document est complet et compréhensible, et si les informations qu'il contient sont cohérentes". Il n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération, ni authentification des éléments comptables et financiers présentés.

Toute modification de ce Prospectus sera soumise à l'accord préalable du Secrétariat Général de la Commission Bancaire.

Des exemplaires de ce prospectus sont disponibles, sans frais, auprès de :
Crédit Agricole S.A. - Service des Publications, 91/93 boulevard Pasteur – 75015 Paris.
Il est également disponible sur le site Internet de l'Autorité des marchés financiers : www.amf-france.org
ou sur le site Internet de Crédit Agricole S.A : www.credit-agricole-sa.fr

(*) taux constaté aux environs de 11h55 en date du 8 décembre 2008

SOMMAIRE

	<i>Facteurs de Risques</i>	<i>page 3</i>
	<i>Résumé du prospectus</i>	<i>page 6</i>
CHAPITRE I	Responsables du prospectus Responsables du contrôle des comptes	pages 12 & 13 page 14 et 15
CHAPITRE II	Renseignements concernant l'émission	page 16
 PREMIERE PARTIE : L'EMETTEUR		
CHAPITRE III	Renseignements de caractère général concernant l'Emetteur et son capital	page 23
CHAPITRE IV	Renseignements concernant l'activité de l'Emetteur	page 25
CHAPITRE V	Patrimoine, situation financière et résultats	page 30
CHAPITRE VI	Organes d'administration, de direction et de surveillance	page 39
CHAPITRE VII	Evolution récente et perspectives d'avenir	page 41
CHAPITRE VIII	Actualisation liée à l'entrée en vigueur du Règlement européen	page 41
 DEUXIEME PARTIE : LE GARANT		
CHAPITRE III	Renseignements de caractère général concernant le Garant et son capital	page 42
CHAPITRE IV	Renseignements concernant l'activité du Garant	page 42
CHAPITRE V	Patrimoine, situation financière et résultats du Garant	page 43
CHAPITRE VI	Gouvernance d'entreprise et contrôle interne	page 43
CHAPITRE VII	Renseignements concernant l'évolution récente et les perspectives d'avenir	page 44
	Mentions légales, coupon-réponse	

FACTEURS DE RISQUES

L'Emetteur considère que les facteurs ci-dessous sont susceptibles d'affecter sa capacité à remplir ses obligations au titre des titres subordonnés. La plupart de ces facteurs sont liés à des événements qui peuvent ou non se produire ; l'Emetteur n'est pas en mesure d'exprimer un avis sur la probabilité de survenance de ces événements.

Les facteurs qui sont importants dans le but de déterminer les risques de marché associés aux titres subordonnés sont décrits ci-dessous.

L'Emetteur considère que les risques décrits ci-dessous constituent les risques principaux inhérents à l'investissement dans les titres subordonnés, mais l'incapacité de l'Emetteur à payer tout montant au titre de ou en relation avec les titres subordonnés peut survenir pour des raisons autres que celles décrites ci-dessous. L'Emetteur ne déclare pas que les éléments donnés ci-dessous relatifs aux risques liés à la détention de titres subordonnés sont exhaustifs. Les investisseurs potentiels doivent également lire les autres informations détaillées dans le présent Prospectus et parvenir à se faire leur propre opinion avant de prendre une décision d'investissement.

A) Facteurs de Risques liés à l'Emetteur

1) Facteurs de risques propres à l'émetteur ou à son secteur d'activité

Selon les principes du montage des émissions, celles-ci ne doivent pas générer de risques, du fait de l'adossement entre émissions réalisées par la société RADIAN et les émissions réalisées par les Caisses régionales.

2) Dispositif de contrôle interne général

- a. Le conseil d'administration est informé de l'organisation et du dispositif du contrôle interne. Il est impliqué dans la compréhension des principaux équilibres financiers de l'entreprise. Il lui est périodiquement présenté que l'adossement en taux et en marge de la société est assuré. Il approuve l'organisation générale de l'entreprise ainsi que celle de son dispositif de contrôle interne.
- b. L'organe exécutif est directement impliqué dans l'organisation et le fonctionnement du dispositif de contrôle interne. Il s'assure que les stratégies et limites de risques sont compatibles avec la situation financière (niveaux des fonds propres, résultats) et les stratégies arrêtées par l'organe délibérant.

3) La qualité de crédit de l'Emetteur

Les titres subordonnés constituent des engagements directs, généraux, inconditionnels et non assortis de sûreté de l'Emetteur. Le principal des Titres subordonnés Remboursables constitue une dette subordonnée de l'Emetteur. Les intérêts sur les Titres Subordonnés Remboursables constituent une dette chirographaire de l'Emetteur.

En achetant les Titres Subordonnés Remboursables, l'investisseur potentiel se repose sur la qualité de crédit de l'Emetteur et de nulle autre personne.

B) Facteurs de risques liés au Garant

Facteurs pouvant affecter la capacité du Garant à remplir ses obligations

Les événements imprévus/de force majeure, tels que les catastrophes naturelles graves, attaques de terroristes ou d'autres états d'urgence peuvent mener à une interruption brusque des opérations du Garant et peuvent causer des pertes substantielles. De telles pertes peuvent concerner la propriété, les actifs financiers, les positions commerciales et les employés principaux.

De tels événements imprévus/de force majeure peuvent également entraîner des coûts additionnels et augmenter les coûts du Garant. De tels événements peuvent également rendre indisponible la couverture pour certains risques et augmenter ainsi le risque du Garant.

Le Garant exerce son activité dans un environnement qui fait naître des risques dont certains qu'il ne peut pas contrôler. En particulier, l'activité, la situation et les résultats du Garant sont étroitement liés aux conditions économiques générales, en particulier dans le secteur du crédit, ainsi qu'à l'évolution des marchés financiers. Dans ces conditions, un repli des marchés

financiers et/ou une évolution défavorable des conditions économiques générales, spécialement dans le secteur du crédit seraient susceptibles d'avoir un effet défavorable sur son activité, sa situation financière et ses résultats.

La qualité de crédit du Garant

Le Garant émet un grand nombre d'instruments financiers sur une base globale et, à tout moment, les instruments financiers émis peuvent représenter un montant important. En achetant les titres, l'investisseur potentiel se repose sur la qualité de crédit du Garant et de nulle autre personne.

Les situations décrites ci-dessus peuvent avoir des conséquences négatives sur l'investissement dans les titres. Le Garant n'assume aucune responsabilité de quelque nature que ce soit pour ces conséquences et l'impact sur l'investissement.

C) Facteurs de Risques liés aux Titres subordonnés remboursables

1) Facteurs de Risque liés à la structure particulière des Titres Subordonnés Remboursables

Les Titres Subordonnés Remboursables ont des particularités qui peuvent impliquer certains risques pour les investisseurs potentiels

Titres Subordonnés Remboursables :

En cas de liquidation de l'Emetteur, les titres subordonnés de la présente émission seront remboursés à un prix égal au pair et leur remboursement n'interviendra qu'après désintéressement de tous les créanciers, privilégiés ou chirographaires, mais avant le remboursement des prêts participatifs accordés à l'Emetteur et des titres participatifs émis par lui. Les présents titres subordonnés interviendront au remboursement au même rang que tous les autres emprunts subordonnés déjà émis ou contractés, ou qui pourraient être émis ou contractés, ultérieurement par l'Emetteur tant en France qu'à l'étranger, proportionnellement à leur montant, le cas échéant.

Les intérêts constitueront des engagements directs, généraux, inconditionnels et non subordonnés de l'Emetteur, venant au même rang que toutes les autres dettes et garanties chirographaires, présentes ou futures de l'Emetteur.

Risques généraux liés aux Titres Subordonnés Remboursables

Les risques généraux liés aux Titres Subordonnés Remboursables sont décrits brièvement ci-dessous :

La Directive de l'Union Européenne sur l'épargne.

Si, suite à l'entrée en vigueur de la Directive de l'Union Européenne sur l'Epargne, un paiement doit être fait ou encaissé dans un Etat Membre qui a opté pour le système de retenue à la source et une taxe ou un montant relatif à une taxe doit être retenu de ce paiement, ni l'Emetteur ni un quelconque agent payeur ni aucune autre personne ne sera obligé(e) de payer une somme supplémentaire au titre des Titres Subordonnés Remboursables du fait de l'application de cette retenue à la source.

Changement de loi

Les modalités des Titres Subordonnés Remboursables sont fondées sur les lois en vigueur à la date du Prospectus. Aucune assurance ne peut être donnée sur l'impact d'une éventuelle décision de justice ou changement de loi ou de pratique administrative après la date du Prospectus.

Possible modification des modalités des titres subordonnés

Les modalités des titres subordonnés permettent à l'assemblée générale des porteurs de titres de modifier les termes des titres subordonnés dès lors que deux-tiers des porteurs présents ou représentés approuvent les modifications. Toute modification ainsi approuvée s'imposera à l'ensemble des porteurs des titres subordonnés.

Absence de conseil juridique ou fiscal

Chaque investisseur potentiel est invité à consulter ses propres conseillers quant aux aspects juridiques, fiscaux et connexes d'un investissement dans les Titres Subordonnés Remboursables.

2) Risques de marché et autres facteurs de risque

Risques liés au marché en général

Ci-dessous sont brièvement décrits les principaux risques de marché, y compris le risque de liquidité, le risque juridique, le risque de taux et le risque de crédit.

Le marché secondaire

Il existe un marché secondaire pour les Titres Subordonnés Remboursables mais il se peut qu'il ne soit pas très liquide. En conséquence, les investisseurs pourraient ne pas être en mesure de vendre leurs Titres Subordonnés Remboursables facilement ou à des prix qui leur procureraient un rendement comparable à des investissements similaires pour lesquels un marché secondaire s'est développé. C'est dans ce contexte que l'Emetteur a signé un contrat d'animation de marché avec CALYON.

Risques liés aux taux d'intérêt

Les Titres Subordonnés Remboursables portent intérêt à taux fixe. L'évolution des taux d'intérêt sur le marché peut affecter défavorablement la valeur des Titres Subordonnés Remboursables.

La baisse de notation de crédit du Garant peut affecter la valeur de marché des Titres Subordonnés Remboursables

La notation de crédit du Garant est une évaluation de sa capacité à faire face à ses obligations de paiement, y compris celles résultant des Titres Subordonnés Remboursables. En conséquence, une baisse réelle ou anticipée dans la notation de crédit du Garant peut affecter la valeur de marché des Titres Subordonnés Remboursables.

Les Titres Subordonnés Remboursables ne sont pas nécessairement adaptés à tous les investisseurs

L'investissement dans les Titres Subordonnés implique une connaissance et une expérience des transactions sur les marchés de capitaux ainsi qu'une correcte évaluation des risques inhérents aux Titres Subordonnés.

Les investisseurs ne devront prendre leur décision qu'après une étude approfondie des informations contenues dans le Prospectus, et dans les documents qui y sont incorporés par référence, et des informations d'ordre général relatives aux Titres Subordonnés.

Les investisseurs potentiels devront s'assurer qu'ils disposent de ressources financières suffisantes pour supporter les risques inhérents à l'acquisition des Titres Subordonnés.

Il est recommandé aux investisseurs potentiels de comprendre parfaitement la nature des Titres Subordonnés et des risques qui en découlent, et de vérifier l'adéquation d'un tel investissement au regard de leur situation financière et de procéder à leur propre analyse (seuls ou avec l'assistance de leur(s) conseil(s), des aspects juridiques, fiscaux, comptables et réglementaires relatifs à l'acquisition de Titres Subordonnés). L'attention des investisseurs est attirée sur le fait que les Titres Subordonnés ne sont pas nécessairement adaptés à tous les investisseurs.

De même, les investisseurs potentiels devront être capables d'évaluer (seuls ou avec l'assistance d'un conseiller financier), les évolutions économiques et autres facteurs qui pourraient affecter leur investissement et leur capacité à supporter les risques qui en découlent.

Les activités d'investissement de certains investisseurs sont soumises à des lois et règlements spécifiques, ou à l'examen ou au contrôle par certaines autorités. Chaque investisseur potentiel doit consulter ses propres conseils juridiques pour déterminer si, et dans quelle mesure, il peut légalement acheter des Titres Subordonnés, les Titres Subordonnés peuvent servir de garantie pour diverses formes d'emprunts et si d'autres restrictions s'appliquent pour l'achat ou la mise en garantie des Titres Subordonnés.

Risques particuliers

Les titres vendus avant la date de remboursement normal risquent d'enregistrer une moins-value, notamment en cas d'évolution défavorable des conditions de marché ou d'insuffisance de la demande sur le marché au moment de la vente.



RÉSUMÉ DU PROSPECTUS

EMISSION de TITRES SUBORDONNÉS REMBOURSABLES A TAUX FIXE 6,05 % décembre 2008 / décembre 2018 avec un montant nominal de 71 000 000 euros

*Visa de l'Autorité des marchés financiers n° 08-275 en date du 8 décembre 2008
Code valeur FR0010695817*

Avertissement au lecteur

« Ce résumé doit être lu comme une introduction au prospectus. Toute décision d'investir dans les instruments financiers qui font l'objet de l'opération doit être fondée sur un examen exhaustif du prospectus. Les personnes qui ont présenté le résumé, y compris le cas échéant sa traduction n'engagent leur responsabilité civile que si le contenu du résumé est trompeur, inexact ou contradictoire par rapport aux autres parties du prospectus.

Lorsqu'une action concernant l'information contenue dans le prospectus est intentée devant un tribunal, l'investisseur plaignant peut, selon la législation nationale des Etats membres de la Communauté européenne ou parties à l'accord sur l'Espace économique européen, avoir à supporter les frais de traduction du prospectus avant le début de la procédure judiciaire ».

A - CONTENU ET MODALITÉS DE L'OPÉRATION

1. **Montant de l'émission :** 71 000 000 euros représenté par 71 000 000 titres subordonnés remboursables de un euro de nominal
2. **Caractéristiques des titres émis :** Les titres émis sont des titres de créance complexes.
 - 2.1. **Prix d'émission :** 100,390 % soit 1,00390 euro par titre subordonné, payable en une seule fois à la date de Règlement
 - 2.2. **Période de souscription :** 10 décembre 2008 au 26 décembre 2008 inclus et pourra être close sans préavis
 - 2.3. **Date d'Entrée en Jouissance :** 29 décembre 2008
 - 2.4. **Date de Règlement :** 29 décembre 2008
 - 2.5. **Intérêt**

Les titres subordonnés remboursables rapporteront un intérêt annuel de 6,05 % du nominal, soit 0,0605 euro par titre subordonné payable en une seule fois le 29 décembre de chaque année ou le jour ouvré suivant si ce jour n'est pas un jour ouvré et pour la première fois le 29 décembre 2009 et pour la dernière fois le 29 décembre 2018, soit un taux de rendement actuariel de 6,00 %.

Les intérêts seront prescrits dans un délai de 5 ans.

2.6. Amortissement, remboursement :

Les titres subordonnés seront amortis en totalité le 29 décembre 2018 par remboursement au pair ou, si ce jour n'est pas un Jour de Règlement TARGET, le Jour de Règlement TARGET suivant.

L'Emetteur s'interdit de procéder, pendant toute la durée de l'emprunt, à l'amortissement anticipé des titres subordonnés par remboursement. Toutefois, il se réserve le droit de procéder à l'amortissement anticipé des titres subordonnés, soit par des rachats en bourse, soit par des offres publiques d'achat ou d'échange (selon la réglementation applicable), ces opérations étant sans incidence sur le calendrier normal de l'amortissement des titres restant en circulation.

L'Emetteur devra requérir l'accord préalable du secrétariat général de la Commission Bancaire pour effectuer des rachats en bourse dès que le montant cumulé de titres rachetés excédera 10 % du montant initial de l'emprunt ainsi que pour procéder à des offres publiques d'achat ou d'échange.

Les titres subordonnés ainsi rachetés seront annulés.

2.7. **Durée et vie moyenne** : 10 ans à compter de la Date de Règlement.

2.8. **Rang de créance - Maintien de l'emprunt à son rang** :

Subordination du capital

En cas de liquidation de l'Emetteur, les titres subordonnés de la présente émission seront remboursés à un prix égal au pair et leur remboursement n'interviendra qu'après désintéressement de tous les créanciers, privilégiés ou chirographaires, mais avant le remboursement des prêts participatifs accordés à l'émetteur et des titres participatifs émis par lui. Les présents titres subordonnés interviendront au remboursement au même rang que tous les autres emprunts subordonnés déjà émis ou contractés, ou qui pourraient être émis ou contractés, ultérieurement par l'Emetteur tant en France qu'à l'étranger, proportionnellement à leur montant, le cas échéant.

Non subordination des intérêts

Les intérêts constitueront des engagements directs, généraux, inconditionnels et non subordonnés de l'Emetteur, venant au même rang que toutes les autres dettes et garanties chirographaires, présentes ou futures de l'Emetteur.

Maintien de l'emprunt à son rang

L'Emetteur s'engage, jusqu'au remboursement effectif de la totalité des titres du présent emprunt, à n'instituer en faveur d'autres titres subordonnés qu'il pourrait émettre ultérieurement, aucune priorité quant à leur rang de remboursement en cas de liquidation, sans consentir les mêmes droits aux titres subordonnés du présent emprunt.

2.9. **Garantie** :

La garantie octroyée par Crédit Agricole S.A. est totale et subordonnée : le service de l'emprunt en intérêts, amortissements, impôts, frais et accessoires, est garanti irrévocablement pendant toute sa durée par Crédit Agricole S.A.. La mise en oeuvre de la garantie ainsi octroyée par Crédit Agricole S.A. ne pourra toutefois, en cas de liquidation du garant, avoir pour effet de privilégier les porteurs de titres des présentes émissions par rapport aux créanciers du garant détenteurs de titres ou de créances subordonnés. En conséquence, le remboursement des présents titres n'interviendra qu'après désintéressement de tous les créanciers du garant, privilégiés ou chirographaires, mais avant le remboursement des prêts participatifs accordés à ce dernier et des titres participatifs émis par lui ainsi que des titres dits « super subordonnés » prévus à l'article L.228-97 du code de commerce. Les présents titres subordonnés interviendront au remboursement au même rang que tous les autres emprunts subordonnés déjà émis ou contractés, ou qui pourraient être émis ou contractés ultérieurement par le garant tant en France qu'à l'étranger, proportionnellement à leur montant le cas échéant.

2.10. **Notation** : Cette émission n'a pas fait l'objet d'une demande de notation

2.11. **Mode de représentation des porteurs de titres** :

Faisant application de l'article L.228-46 du Code de Commerce, les porteurs de titres subordonnés sont groupés en une masse (la Masse) jouissant de la personnalité civile. Faisant application de l'article L.228-47 du dit Code, sont désignés :

Le représentant titulaire est :

Monsieur Stéphane MONIN

demeurant : 3, rue du Sommet des Alpes – 75015 PARIS

Le représentant suppléant est :

Monsieur Philippe de LAMARZELLE

demeurant : COUPLEHAUT – 61560 COURGEoust

2.12. **Le service financier** de l'emprunt (paiement des intérêts échus, remboursement des titres amortis) centralisé par CACEIS Corporate Trust mandaté par l'Emetteur, sera assuré par les intermédiaires teneurs de comptes et le service des titres subordonnés remboursables (transfert, conversion) est assuré par CACEIS Corporate Trust mandaté par l'Emetteur.

2.13. **Droit applicable et tribunaux compétents en cas de litige** : droit français.

Les tribunaux compétents, en cas de litige, sont ceux du siège social lorsque la société est défenderesse et, sont désignés en fonction de la nature des litiges, sauf disposition contraire du Nouveau Code de Procédure Civile.

2.14. But de l'Emission

Le produit de cette émission a pour but d'alimenter les Caisses Régionales de Crédit Agricole en fonds propres complémentaires au sens de l'article 4 d du règlement CRBF 90-02.

Radian S.A utilisera ce produit pour souscrire à des émissions de Bons à Moyen Terme Subordonnés (BMTN) émis par ces Caisses régionales.

B - ORGANISATION ET ACTIVITE DE L'EMETTEUR

1. Renseignements de caractère général concernant l'émetteur, ses organes d'administration :

Forme et Législation

Radian est une société anonyme à conseil d'administration régie par le droit commun des sociétés commerciales et notamment le nouveau code de commerce.

Objet social

Elle a pour objet de faciliter à moyen et long terme toutes opérations initiées par des entités affiliées à Crédit Agricole S.A., dont les émissions de bons ou emprunts subordonnés ou non, de nature obligataire, employés à la souscription de titres émis par les Caisses Régionales de Crédit Agricole.

Principaux actionnaires

Toutes les Caisses Régionales, au nombre de 39 au 30 juin 2008, sont représentées au sein du capital. 8 Caisses Régionales détiennent chacune plus de 5 % du capital social.

2. Renseignements de caractère général concernant le capital :

Capital social

Le montant du capital social est de 750 000 euros, divisé en 50 000 actions entièrement libérées.
Depuis le 18 juin 1999, la valeur nominale d'une action a été fixée à 15 euros.

3. Renseignements concernant l'activité de l'émetteur :

Bilan de la S.A. RADIAN (aux 30 juin 2008, 30 juin 2007, 31 décembre 2007,) (en milliers d'euros)

ACTIF	30/06/2008 examen limité	30/06/2007 examen limité	31/12/2007 audités
Actif Immobilisé	2 817 473	2 708 711	2 791 423
Autres créances		44	
Valeurs mobilières de placement	2 042	2 042	2 042
Disponibilités	872	420	799
Actif Circulant	2 914	2 506	2 841
Primes remboursement. des obligations	342	620	480
TOTAL ACTIF	2 820 729	2 711 837	2 794 744

PASSIF	30/06/2008 examen limité	30/06/2007 examen limité	31/12/2007 audités
Capital social	750	750	750
Réserves	942	942	942
Report à nouveau	541	418	418
Résultat de l'exercice	225	39	173
Capitaux Propres	2 458	2 149	2 283
Provisions	392	392	392
Dettes	2 817 879	2 709 295	2 792 069
TOTAL PASSIF	2 820 729	2 711 837	2 794 744

Les chiffres clés

Compte de résultat résumé en milliers d'euros

	30/06/2008 examen limité	30/06/2007 examen limité	31/12/2007 audités
Résultat d'exploitation	- 6 026	- 2 266	- 7 196
Résultat financier	6 386	2 338	7 526
Résultat exceptionnel			
Impôts sur les bénéfices	-135	-33	-158
Bénéfice ou perte	225	39	173

C - ORGANISATION ET ACTIVITE DU GARANT

1. Renseignements de caractère général concernant le Garant :

Dénomination sociale : Crédit Agricole S.A.

Secteur d'activité : Banque.

Nationalité : Société anonyme de droit français.

Capital social :

Depuis le 07 juillet 2008, date de règlement-livraison de la dernière augmentation de capital (en numéraire avec droit préférentiel de souscription des actionnaires), le capital social est de 6 679 027 488 euros, divisé en 2 226 342 496 actions de 3 euros de valeur nominale chacune, entièrement libérées.

A cette date, les Caisses régionales en détiennent 54,4 % via la SAS Rue La Boétie et les salariés 5,1 % au travers des FCPE et PEE. A la connaissance de Crédit Agricole S.A., il n'existe aucun autre actionnaire que la SAS Rue La Boétie détenant 5 % ou plus de son capital ou de ses droits de vote.

Aperçu des activités :

L'activité de Crédit Agricole S.A. se répartit en 6 pôles métiers (Banque de proximité en France – Caisses régionales ; Banque de proximité en France – LCL ; Banque de détail à l'international ; Services financiers spécialisés ; Gestion d'actifs, assurances et banque privée ; Banque de financement et d'investissement) auquel s'ajoute le pôle « Gestion pour compte propre et divers ».

Informations financières sélectionnées

Données consolidées du groupe Crédit Agricole S.A. :

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2006 (audités)	31/12/2007 (audités)	30/06/2008 (examen limité) (**)
ACTIVITE			
Total du bilan	1 260 533 *	1 414 223	1 464 822
Prêts et créances sur la clientèle	248 145	302 444	322 535
Dettes envers la clientèle	350 811	387 253	398 190
Capitaux propres totaux	39 089 *	46 474	41 383
Capitaux propres part du groupe	34 319 *	40 691	36 138

(*)Par rapport aux chiffres publiés au titre de l'exercice 2006, le montant global a été réduit au 31 décembre 2006 de 763 millions d'euros au titre du changement de méthode relatif aux mouvements d'intérêts minoritaires.

(**)"L'information financière pour la période du 1er janvier 2008 au 30 juin 2008 a fait l'objet d'une procédure d'examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France de la part des contrôleurs légaux des comptes."

Au 30 septembre 2008, les capitaux propres part du Groupe s'élèvent à 42,2 milliards d'euros. Les emplois pondérés Bâle II s'élèvent à 336,7 milliards d'euros, en diminution de 8,4 milliards d'euros par rapport au 31 décembre 2007 sous l'effet du passage à Bâle 2. Le ratio de solvabilité CRD s'établit à 9,1 % dont 8,5 % pour le noyau dur (*Tier 1*).

Compte de résultat consolidé - résumé (en millions d'euros)	9 mois 2007 (non audités)	2007 (audités)	1er semestre 2008 (non audités)	9 mois 2008 (non audités)
Produit net bancaire	14 362	16 768	7 359	11 358
Résultat brut d'exploitation	4 980	4 050	994	1 869
Résultat net	5 312	4 556	1 191	1 615

Contribution des métiers au résultat net part du groupe de Crédit Agricole S.A. :

(en millions d'euros)	9 mois 2007 (non audités)	2007 (audités)	1er semestre 2008 (non audités)	9 mois 2008 (non audités)
Banque de proximité en France - Caisses régionales	555	778	342	478
Banque de proximité en France - LCL	383	553	364	523
Banque de détail à l'international	353	460	205	252
Services financiers spécialisés	430	595	253	361
Gestion d'actifs, assurances et banque privée	1 294	1 899	831	1 122
Banque de financement et d'investissement	1 008	(904)	(1 650)	(1 877)
Gestion pour compte propre et divers	878	663	623	474
TOTAL	4 901	4 044	968	1 333

Evolution récente de la situation financière et perspective :

Crédit Agricole S.A. dégage un résultat net part du Groupe de 1 333 millions d'euros sur les 9 premiers mois de 2008 avec une contribution de 365 millions d'euros au troisième trimestre. Ces performances confirment la pertinence du modèle du Groupe dans une période où la rentabilité est durement affectée par la dégradation de la conjoncture mondiale.

Au cours du 3^{ème} trimestre, Calyon a présenté le plan de recentrage de la Banque de financement et d'investissement sur ses points de force traditionnels : les financements structurés et la banque commerciale, les courtiers ainsi que les marchés de taux et de change. Le plan a également circonscrit des activités en cours d'arrêt, notamment les dérivés de crédit et les dérivés actions exotiques.

Le produit net bancaire atteint 11 358 millions d'euros, en baisse de 20,9 %, fortement impacté par les dépréciations sur instruments de marché. Hors les activités en cours d'arrêt de la BFI, le Groupe génère un produit net bancaire de 15 393 millions d'euros, en croissance de 0,3 % sur la période correspondante de 2007, confirmant la résistance et la réactivité de tous les métiers dans une conjoncture particulièrement difficile, ainsi que l'apport des relais de croissance pleinement opérationnels au cours de la période récente. Les charges d'exploitation sont stables à périmètre constant et hors impact du plan de compétitivité 2007 de LCL, reflétant les efforts de productivité engagés dans tous les métiers. Les opérations de croissance externe (agences de Cariparma, Newedge, HVB, ...) portent leur hausse à 5,8 %.

La forte progression du coût du risque traduit le provisionnement prudent des actifs dans un environnement très dégradé. Hors activités en cours d'arrêt, le résultat net part du Groupe atteint 4 207 millions d'euros en repli de 30,8 % sur celui de la période correspondante de 2007.

D - RESUME DES FACTEURS DE RISQUES

Certains facteurs peuvent affecter l'aptitude de l'Emetteur à respecter ses engagements relatifs aux Titres Subordonnés Remboursables.

Ces facteurs sont repris en page 3 du prospectus sous la dénomination « Facteurs de risque » et précisent (i) certains facteurs de risques liés à l'Emetteur ou à son secteur d'activité, (ii) certains facteurs de risques liés au Garant pouvant affecter la capacité du Garant à remplir ses obligations au titre des Titres Subordonnés Remboursables, (iii) certains facteurs de risque liés aux Titres Subordonnés Remboursables et (iiii) des risques de marché et autres facteurs de risque. Ainsi l'attention des investisseurs est attirée notamment sur la particularité liée à la subordination des Titres Subordonnés Remboursables.

Les investisseurs devraient avoir une connaissance et une expérience en matière financière et commerciale suffisante de manière à pouvoir évaluer les avantages et les risques d'investir dans les Titres Subordonnés Remboursables.

Risques particuliers

Les titres vendus avant la date de remboursement normal risquent d'enregistrer une moins-value, notamment en cas d'évolution défavorable des conditions de marché ou d'insuffisance de la demande sur le marché au moment de la vente.

E - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES :

Documents accessibles au public

Les documents relatifs à la Société RADIANT et, en particulier, ses statuts, ses comptes, ses rapports présentés à ses Assemblées par le Conseil d'administration ou les commissaires aux comptes, peuvent être consultés au 91-93 boulevard Pasteur -75015 PARIS

Des compléments d'informations sont disponibles dans le document de référence du Garant déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 20 mars 2008 sous le numéro D 08-0140 ayant fait l'objet d'un rectificatif déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 29 avril 2008 sous le numéro D 08-0140-R01, de ses actualisations déposées auprès de l'Autorité des marchés financiers le 15 mai 2008 sous le numéro D.08-0140-A01, le 20 mai 2008 sous le numéro D.08-0140-A02, le 11 septembre 2008 sous le numéro D.08-0140-A03, le 18 novembre 2008 sous le numéro D.08-0140-A04, ainsi que de sa note d'opération relative à son augmentation de capital déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 4 juin 2008 sous le numéro 08-115 et du prospectus Radian ayant reçu de l'Autorité des marchés financiers le numéro de visa 08-120 en date du 9 juin 2008 pour les comptes annuels 2007

CHAPITRE I

RESPONSABLE DU PROSPECTUS ET DU CONTROLE DES COMPTES

1. L'EMETTEUR

1.1. RESPONSABLE DU PROSPECTUS

Olivier NICOLAS, Directeur Général de la société RADIANT S.A.

1.2 ATTESTATION DU RESPONSABLE AU TITRE DE L'EMETTEUR

J'atteste après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent prospectus sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes de la société RADIANT donnés dans le présent prospectus, ainsi qu'à la lecture d'ensemble du prospectus.

Le Directeur Général de RADIANT S.A

Olivier NICOLAS

2. LE GARANT

2.1. RESPONSABLE DU PROSPECTUS

Georges PAUGET, Directeur Général de Crédit Agricole S.A.

2.2. ATTESTATION DU RESPONSABLE AU TITRE DU GARANT

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations relatives à Crédit Agricole S.A. contenues dans le présent Prospectus sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes du Garant donnés dans le présent prospectus, ainsi qu'à la lecture d'ensemble du prospectus.

Le Directeur Général de Crédit Agricole s.A

Georges PAUGET

3. RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES

3.1 RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES DE L'EMETTEUR

Titulaire :

ERNST & YOUNG et Autres
Société représentée par Valérie MEEUS
41, rue Ybry - 92576 Neuilly sur Seine Cedex
Commissaire aux comptes membre de la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Versailles

Suppléant :

Société Picarle et Associés
11, allée de l'Arche
92400 Courbevoie
Commissaire aux comptes membre de la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Versailles

ERNST & YOUNG et Autres a été désigné en tant que Commissaire aux comptes titulaire par l'Assemblée Générale Ordinaire du 18 juin 2008 jusqu'à l'issue de l'Assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

La société Picarle et Associé a été nommée Commissaire aux comptes suppléant de la société Ernst & Young et Autres par l'Assemblée Générale Ordinaire du 18 juin 2008 jusqu'à l'issue de l'Assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

3.2 RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES DU GARANT

Contrôleurs légaux des comptes

Titulaires :

Ernst & Young et Autres

Société représentée par Valérie Meeus
41, rue Ybry
92576 Neuilly-sur-Seine Cedex

Commissaire aux comptes membre de la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Versailles

PricewaterhouseCoopers Audit

Société représentée par Gérard Hautefeuille
63, rue de Villiers
92200 Neuilly-sur-Seine

Commissaire aux comptes membre de la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Versailles

Suppléants :

Picarle et Associés

Société représentée par Denis Picarle

11, allée de l'Arche

92400 Courbevoie

Pierre Coll

63, rue de Villiers

92200 Neuilly-sur-Seine

Commissaire aux comptes membre de la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Versailles

Commissaire aux comptes membre de la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Versailles

Barbier Frinault et Autres a été désigné en tant que Commissaire aux comptes titulaire par l'Assemblée générale ordinaire du 31 mai 1994 pour 6 ans puis renouvelé pour 6 ans par l'Assemblée générale ordinaire du 25 mai 2000. Ce mandat a été renouvelé pour une durée de 6 exercices par l'Assemblée générale mixte du 17 mai 2006.

La société, représentée par Valérie Meeus, est membre du réseau Ernst & Young depuis le 5 septembre 2002.

Elle a pris le nom de **Ernst & Young et Autres** depuis le 1^{er} juillet 2006.

Alain Grosmann avait été nommé Commissaire aux comptes suppléant par l'Assemblée générale ordinaire du 31 mai 1994 pour 6 ans puis renouvelé pour 6 ans par l'Assemblée générale ordinaire du 25 mai 2000. Ce mandat a pris fin à l'issue de l'Assemblée générale mixte du 17 mai 2006.

La société **Picarle et Associés** a été nommée Commissaire aux comptes suppléant de la société Ernst & Young et Autres, pour une durée de 6 exercices, par l'Assemblée générale mixte du 17 mai 2006.

PricewaterhouseCoopers Audit a été nommé Commissaire aux comptes titulaire par l'Assemblée générale ordinaire du 19 mai 2004. Ce mandat a été renouvelé pour une durée de 6 exercices par l'Assemblée générale mixte du 17 mai 2006.

PricewaterhouseCoopers Audit, représenté par Gérard Hautefeuille, est membre du réseau PricewaterhouseCoopers.

Pierre Coll a été nommé Commissaire aux comptes suppléant de la société PricewaterhouseCoopers Audit par l'Assemblée générale ordinaire du 19 mai 2004. Ce mandat a été renouvelé pour une durée de 6 exercices par l'Assemblée générale mixte du 17 mai 2006.

4. RESPONSABLES DE L'INFORMATION

de l'Emetteur : Olivier NICOLAS - Directeur Général de Radian
du Garant : Bertrand BADRE – Directeur Finances Groupe

CHAPITRE II

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'EMISSION

2.1. CADRE DE L'EMISSION

2.1.1. Autorisations

Suite à la publication de l'ordonnance n° 2004-604 du 24 juin 2004 portant réforme des valeurs mobilières, le Conseil d'Administration réuni le 28 août 2008 a décidé de procéder sur ses seules décisions, en une ou plusieurs fois, à la création et à l'émission, en France ou à l'étranger, d'obligations subordonnées ou non, à durée déterminée ou indéterminée, ou de bons de souscription d'obligations libellés en euros ou en devises étrangères, les obligations pouvant éventuellement être assorties de bons de souscription d'obligations de même type, dans la limite d'un montant maximum de 2 500 000 000 euros, ces émissions pouvant être constituées de titres subordonnés remboursables d'un euro de nominal à taux fixe ou variable, indexés sur tout type d'index ou de valeurs mobilières ou non.

Le Directeur Général, Monsieur Olivier NICOLAS a donc décidé de faire partiellement usage de cette autorisation et de procéder à l'émission d'un emprunt d'un montant de 71 000 000 euros représenté par des titres subordonnés

2.1.2. Nombre, valeur nominale des titres, produit de l'émission

Le présent emprunt subordonné remboursable d'un montant nominal de 71 000 000 euros, est représenté par 71 000 000 titres subordonnés remboursables de un euro de nominal.

Le produit brut minimum estimé de l'émission est de 71 276 900 euros.

Le produit net minimum de l'émission, après prélèvement sur le produit brut d'environ 1 029 500 euros correspondant aux rémunérations dues aux intermédiaires financiers et d'environ 34 000 euros correspondant aux frais légaux et administratifs, s'élèvera à 70 213 400 euros.

2.1.3. Tranches internationales ou étrangères

La totalité de l'émission est réalisée sur le marché français. Il n'y a pas de tranche spécifique destinée à être placée sur le marché international ou un marché étranger.

2.1.4. Droit préférentiel de souscription

Il n'y a pas de droit préférentiel de souscription à la présente émission.

2.1.5. Période de souscription :

La souscription sera ouverte du 10 décembre 2008 au 26 décembre 2008 inclus et pourra être close sans préavis.

2.1.6. Organismes financiers chargés de recueillir les souscriptions

Les souscriptions en France seront reçues dans la limite des titres disponibles auprès des guichets des agences des Caisses Régionales de Crédit Agricole

2.2. CARACTERISTIQUES DES TITRES EMIS

2.2.0. Nature, forme et délivrance des titres émis

Les titres subordonnés sont émis dans le cadre de la législation française.

Les titres émis sont des titres de créance complexes.

Les titres subordonnés pourront revêtir la forme nominative ou au porteur au choix des détenteurs.

Ils seront obligatoirement inscrits en comptes tenus, selon les cas, par :

- Crédit Agricole S.A. mandaté par la Société RADIAN pour les titres nominatifs purs ;
- un intermédiaire habilité au choix du détenteur pour les titres nominatifs administrés ;
- un intermédiaire habilité au choix du détenteur pour les titres au porteur.

Les titres subordonnés seront inscrits en compte le 29 décembre 2008.

Euroclear France assurera la compensation des titres entre teneurs de comptes.

2.2.1. Prix d'émission

100,390 % soit 1,00390 euro par titre subordonné, payable en une seule fois à la Date de Règlement.

2.2.2. Date de jouissance

29 décembre 2008.

2.2.3. Date de règlement

29 décembre 2008.

2.2.4. Taux nominal

6,05 %

2.2.5. Intérêt annuel

Les titres subordonnés rapporteront un intérêt annuel de 6,05 % du nominal, soit 0,0605 euro par titre subordonné payable en une seule fois le 29 décembre de chaque année et pour la première fois le 29 décembre 2009.

Les intérêts des titres subordonnés cesseront de courir à dater du jour où le capital sera mis en remboursement par l'Emetteur.

Les intérêts seront prescrits dans un délai de 5 ans.

2.2.6. Amortissement normal

Les titres subordonnés seront amortis en totalité le 29 décembre 2018 par remboursement au pair.

Le capital sera prescrit dans un délai de 5 ans à compter de la mise en remboursement.

Amortissement anticipé

L'Emetteur s'interdit de procéder, pendant toute la durée de l'emprunt, à l'amortissement anticipé des titres subordonnés par remboursement.

Toutefois, il se réserve le droit de procéder à l'amortissement anticipé des titres subordonnés, soit par des rachats en bourse, soit par des offres publiques d'achat ou d'échange (selon la réglementation applicable), ces opérations étant sans incidence sur le calendrier normal de l'amortissement des titres restant en circulation.

Les titres subordonnés ainsi rachetés sont annulés.

L'Emetteur devra requérir l'accord préalable du secrétariat général de la Commission Bancaire pour effectuer des rachats en bourse dès que le montant cumulé de titres rachetés excédera 10 % du montant initial de l'emprunt ainsi que pour procéder à des offres publiques d'achat ou d'échange.

L'information relative au nombre de titres rachetés et au nombre de titres en circulation sera transmise annuellement à Euronext Paris SA pour l'information du public et pourra être obtenue auprès de l'Emetteur ou de l'établissement chargé du service des titres.

2.2.7. Taux de rendement actuariel brut à la date de règlement

6,00 %.

Sur le marché obligataire français, le taux actuariel d'un emprunt est le taux annuel qui, à une date donnée, égalise à ce taux et à intérêts composés, les valeurs actuelles des montants à verser et des montants à recevoir (définition adoptée par le Comité de Normalisation Obligatoire).

Il n'est significatif que pour un souscripteur qui conserverait ses titres jusqu'à leur remboursement final.

2.2.8. Durée et vie moyenne : 10 ans à compter de la Date de Règlement.

2.2.9. Assimilations ultérieures

Au cas où l'Emetteur émettrait ultérieurement de nouveaux titres subordonnés jouissant à tous égards de droits identiques à ceux de la présente émission, il pourra, sans requérir le consentement des porteurs et à condition que les contrats d'émission le prévoient, procéder à l'assimilation de l'ensemble des titres des émissions successives unifiant ainsi l'ensemble des opérations relatives à leur gestion et à leur négociation.

2.2.10. Rang de créance

Subordination du capital :

En cas de liquidation de l'Emetteur, les titres subordonnés de la présente émission seront remboursés à un prix égal au pair et leur remboursement n'interviendra qu'après désintéressement de tous les créanciers, privilégiés ou chirographaires, mais avant le remboursement des prêts participatifs accordés à l'émetteur et des titres participatifs émis par lui. Les présents titres subordonnés interviendront au remboursement au même rang que tous les autres emprunts subordonnés déjà émis ou contractés, ou qui pourraient être émis ou contractés, ultérieurement par l'Emetteur tant en France qu'à l'étranger, proportionnellement à leur montant, le cas échéant.

Non subordination des intérêts :

Les intérêts constitueront des engagements directs, généraux, inconditionnels et non subordonnés de l'Emetteur, venant au même rang que toutes les autres dettes et garanties chirographaires, présentes ou futures de l'Emetteur.

Maintien de l'emprunt à son rang :

L'Emetteur s'engage, jusqu'au remboursement effectif de la totalité des titres du présent emprunt, à n'instituer en faveur d'autres titres subordonnés qu'il pourrait émettre ultérieurement, aucune priorité quant à leur rang de remboursement en cas de liquidation, sans consentir les mêmes droits aux titres subordonnés du présent emprunt.

2.2.11. Garantie

La garantie octroyée par Crédit Agricole S.A. est totale et subordonnée : le service de l'emprunt en intérêts, amortissements, impôts, frais et accessoires, est garanti irrévocablement pendant toute sa durée par Crédit Agricole S.A..

La mise en oeuvre de la garantie ainsi octroyée par Crédit Agricole S.A. ne pourra toutefois, en cas de liquidation du garant, avoir pour effet de privilégier les porteurs de titres des présentes émissions par rapport aux créanciers du garant détenteurs de titres ou de créances subordonnés. En conséquence, le remboursement des présents titres n'interviendra qu'après désintéressement de tous les créanciers du garant, privilégiés ou chirographaires, mais avant le remboursement des prêts participatifs accordés à ce dernier et des titres participatifs émis par lui ainsi que des titres dits « super subordonnés » prévus à l'article L.228-97 du code de commerce. Les présents titres subordonnés interviendront au remboursement au même rang que tous les autres emprunts subordonnés déjà émis ou contractés, ou qui pourraient être émis ou contractés ultérieurement par le garant tant en France qu'à l'étranger, proportionnellement à leur montant le cas échéant.

2.2.12. Prise ferme

Sans objet

2.2.13. Notation

Cette émission ne fait pas l'objet d'une demande de notation

2.2.14. Représentation des porteurs de titres

Faisant application de l'article L 228-46 du Code de commerce, les porteurs de titres subordonnés sont groupés en une masse (la Masse) jouissant de la personnalité civile.

Faisant application de l'article L 228-47 du Code de commerce sont désignés :

- a) *Représentant titulaire de la Masse des porteurs de titres subordonnés :*
Monsieur Stéphane MONIN
demeurant : 3, rue du Sommet des Alpes – 75015 PARIS

La rémunération du représentant titulaire de la Masse, prise en charge par l'Emetteur, est de 300 euros par an; elle sera payable le 29 décembre de chaque année et pour la première fois le 29 décembre 2009.

- b) *Représentant suppléant de la Masse des porteurs de titres subordonnés :*
Monsieur : Philippe de LAMARZELLE
demeurant : COUPLEHAUT – 61560 COURGEOUST

La date d'entrée en fonction du représentant suppléant sera celle de réception de la lettre recommandée par laquelle le représentant titulaire restant en fonction, l'Emetteur ou toute autre personne intéressée lui aura notifié tout empêchement définitif ou provisoire du représentant titulaire défaillant; cette notification sera, le cas échéant, également faite, dans les mêmes formes, à la société débitrice.

En cas de remplacement provisoire ou définitif, le représentant suppléant aura les mêmes pouvoirs que ceux du représentant titulaire.

Il n'aura droit à la rémunération annuelle de 300 euros que s'il exerce à titre définitif les fonctions de représentant titulaire ; cette rémunération commencera à courir à dater du jour de son entrée en fonction.

Le représentant titulaire aura sans restriction ni réserve le pouvoir d'accomplir au nom de la Masse tous les actes de gestion pour la défense des intérêts communs des porteurs de titres subordonnés.

Il exercera ses fonctions jusqu'à son décès, sa démission, sa révocation par l'assemblée générale des porteurs de titres subordonnés ou la survenance d'une incapacité ou d'une incompatibilité.

Son mandat cessera de plein droit le jour du dernier amortissement ou du remboursement général, anticipé ou non, des titres subordonnés. Ce terme est, le cas échéant, prorogé de plein droit, jusqu'à la solution définitive des procès en cours dans lesquels le représentant serait engagé et à l'exécution des décisions ou transactions intervenues.

En cas de convocation de l'assemblée des porteurs de titres subordonnés, ces derniers seront réunis au siège social de l'Emetteur ou en tout autre lieu fixé dans les avis de convocation.

Le porteur de titres subordonnés a le droit, pendant le délai de 15 jours qui précède la réunion de l'assemblée générale de la Masse de prendre par lui-même ou par mandataire, au siège de l'Emetteur, au lieu de la direction administrative ou, le cas échéant, en tout autre lieu fixé par la convocation, connaissance ou copie du texte des résolutions qui seront proposées et des rapports qui seront présentés à l'assemblée.

Dans le cas où des émissions ultérieures de titres subordonnés offriraient aux souscripteurs des droits identiques à ceux de la présente émission et si les contrats le prévoient, les porteurs de titres subordonnés seront groupés en une Masse unique.

2.2.15. Régime fiscal

En l'état actuel de la législation française, le régime fiscal décrit ci-après est applicable.

Le paiement des intérêts et le remboursement des titres seront effectués sous la seule déduction des retenues opérées à la source et des impôts que la législation française met ou pourrait mettre obligatoirement à la charge des Porteurs.

Les personnes physiques ou morales doivent s'assurer de la fiscalité s'appliquant à leur cas particulier. En l'état actuel de la législation le régime fiscal suivant est applicable. L'attention des porteurs est toutefois attirée sur le fait que ces informations ne constituent qu'un résumé de la fiscalité applicable en matière d'impôt sur le revenu français et que leur situation particulière doit être étudiée avec leur conseiller fiscal habituel. Les conséquences de l'acquisition des titres en matière d'imposition sur la fortune ne sont pas abordées dans la présente note d'information.

Les non-résidents fiscaux de France doivent se conformer à la législation fiscale en vigueur dans leur Etat de résidence.

Régime fiscal applicable aux résidents fiscaux français

1 - Personnes physiques

a) Revenus

En l'état actuel de la législation, les revenus de ces titres (intérêts et primes de remboursement [primes de remboursement au sens de l'article 238 septies A du Code Général des Impôts (« C.G.I. »] détenus dans le cadre de leur patrimoine privé par des personnes physiques fiscalement domiciliées en France sont soumis à l'impôt sur le revenu :

(i) soit au barème progressif auquel s'ajoutent :

- (a) la contribution sociale généralisée de 8,2 % dont 5,8 % sont déductibles de l'assiette de l'impôt sur le revenu de l'année de son paiement (*articles 154 quinquies II du C.G.I., et L 136-6 et L 136-8 du Code de la Sécurité Sociale « C.S.S »*) ;
- (b) le prélèvement social de 2% (*article L 245-14 à L 245-16 du C.S.S.*) ;
- (c) la contribution additionnelle au prélèvement social de 2 % (*article L14-10-4, 2° du Code de l'Action sociale et des familles*), fixée à 0,3 % ;
- (d) la contribution pour le remboursement de la dette sociale de 0,5 % (*articles 1600-0 G et 1600-0 L du C.G.I.*).

(ii) soit sur option, à un prélèvement au taux de 18 % (article 125 A du C.G.I. tel que modifié par le projet de loi de finances pour 2008) libératoire de l'impôt sur le revenu, auquel s'ajoutent :

- (a) la contribution sociale généralisée de 8,2 % (*articles L 136-7 et L 136-8 du C.S.S.*) ;
- (b) le prélèvement social de 2% (*article L 245-14 à L 245-16 du C.S.S.*) ;
- (c) la contribution additionnelle au prélèvement social de 2 % (*article L14-10-4, 2° du Code de l'Action sociale et des familles*), fixée à 0,3 % ;
- (d) la contribution pour le remboursement de la dette sociale de 0,5 % (*articles 1600-0 I et 1600-0 L du C.G.I.*).

soit au total au taux de 29 %

Par ailleurs, lorsque les sommes perçues à l'échéance sont inférieures aux sommes versées à la souscription ou lors de l'acquisition du produit, la perte correspondante est considérée comme une perte en capital, qui n'est pas déductible du revenu global du souscripteur (D.adm. 5 I-3222, n° 27, du 1^{er} décembre 1997).

b) Plus-values

En l'état actuel de la législation, les plus-values (calculées en incluant le coupon couru) réalisées lors de la cession des titres par les personnes physiques fiscalement domiciliées en France sont imposables lorsque le montant annuel des cessions des valeurs mobilières (et droits sociaux ou titres assimilés) excède le seuil fixé à 25 000 euros pour les cessions réalisées à compter du 1^{er} janvier 2008 par foyer fiscal (*articles 150-0 A et 150-0 D du C.G.I.*). Ce seuil, arrondi à la dizaine d'euros la plus proche, sera actualisé chaque année dans la même proportion que la limite supérieure de la première tranche du barème de l'impôt sur le revenu de l'année précédant celle de la cession, et sur la base du seuil retenu au titre de cette année

Les plus-values sont imposables au taux 18 % (article 200 A 2 du C.G.I. tel que modifié par le projet de loi de finances pour 2008) auquel s'ajoutent :

- (a) la contribution sociale généralisée de 8,2 % (*articles L 136-6 et L 136-8 du C.S.S.*) ;
- (b) le prélèvement social de 2% (*article L 245-14 à L 245-16 du C.S.S.*) ;
- © la contribution additionnelle au prélèvement social de 2 % (*article L14-10-4, 2° du Code de l'Action sociale et des familles*), fixée à 0,3 % ;
- (d) la contribution pour le remboursement de la dette sociale de 0,5 % (*articles 1600-0 G et 1600-0 L du C.G.I.*).

soit au total au taux de 29 %

c) Moins-values

Les moins-values de cession s'imputent sur les plus-values de même nature réalisées au cours de la même année ou des dix années suivantes à condition que le montant des cessions de valeurs mobilières réalisées par les membres du foyer fiscal l'année où la moins-value a été constatée ait dépassé le seuil d'imposition de 25 000 euros à compter du 1^{er} janvier 2008.

2 - Personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés (régime de droit commun)

a) Revenus

Les revenus courus de ces titres (intérêts et primes de remboursement au sens de l'article 238 septies E du C.G.I.) détenus par les personnes morales fiscalement domiciliées en France sont pris en compte pour la détermination de leur résultat imposable.

Sous certaines conditions, les primes de remboursement font l'objet d'un régime spécifique d'étalement actuariel visé à l'article 238 septies E susmentionné.

Les primes de remboursement sont soumises à l'impôt sur les sociétés au taux de droit commun de 33 1/3 % (ou au taux réduit de 15 % dans la limite de 38 120 euros du bénéfice imposable par période de 12 mois, par les sociétés remplissant les conditions de chiffre d'affaires et de capital prévues à l'article 219 I b) du C.G.I.).

Une contribution sociale de 3,3 % est en outre applicable en application des dispositions de l'article 235 ter ZC du C.G.I. : elle est assise sur le montant de l'impôt sur les sociétés diminué d'un abattement qui ne peut excéder 7 630 000 euros et remplissant les conditions de capital prévues à l'article 235 ter ZC du C.G.I.

Par ailleurs, lorsque les sommes perçues à l'échéance sont inférieures aux sommes versées à la souscription ou à l'acquisition, la perte correspondante est déductible du résultat imposable.

b) Plus ou moins values

En l'état actuel de la législation, les plus-values (calculées hors coupon couru) réalisées lors de la cession des titres par les personnes morales fiscalement domiciliées en France sont prises en compte pour la détermination de leur résultat imposable au taux de droit commun.

En cas de réalisation d'une plus-value, celle-ci est imposable à l'impôt sur les sociétés tel que décrit ci-dessus. En cas de réalisation d'une moins-value, elle est déductible du résultat imposable.

2.3. ADMISSION SUR EURONEXT, NEGOCIATION

2.3.1. Cotation

Les titres subordonnés feront l'objet d'une demande d'admission sur Euronext Paris. Leur date de cotation prévue est le 29 décembre 2008 sous le numéro de code valeur FR 0010695817.

Par ailleurs, un contrat d'animation a été signé avec CALYON sur ces titres.
CALYON a son siège social 9, quai du Président Paul Doumer – 92920 PARIS LA DEFENSE CEDEX.

2.3.2. Restriction à la libre négociabilité des titres

Il n'existe aucune restriction imposée par les conditions de l'émission à la libre négociabilité des titres subordonnés.

2.3.3. Bourse de Cotation

Les titres subordonnés émis sur le marché français par l'Emetteur sont cotés à la Bourse de Paris. Leur cotation est publiée sur Euronext.

2.3.4. Cotation de titres de même catégorie sur d'autres marchés : sans objet.

2.4. RENSEIGNEMENTS GENERAUX

2.4.1. Service financier

Le service financier de l'emprunt (paiement des intérêts échus, remboursement des titres amortis.....), centralisé par CACEIS Corporate Trust. mandaté par l'émetteur sera assuré par les intermédiaires teneurs de comptes titres.

Le service des titres subordonnés (transfert, conversion) est assuré par CACEIS Corporate Trust. mandaté par l'Emetteur.

2.4.2. Tribunaux compétents en cas de contestation

Les tribunaux compétents en cas de litige sont ceux du siège social lorsque la société est défenderesse et sont désignés en fonction de la nature des litiges, sauf disposition contraire du nouveau Code de Procédure Civile.

2.4.3. Droit applicable

Les Titres subordonnés sont émis dans le cadre de la législation française.

2.4.4. But de l'émission

Le produit de cette émission a pour but d'alimenter les Caisses Régionales de Crédit Agricole en fonds propres complémentaires au sens de l'article 4 d du règlement CRBF 90-02.

Radian S.A utilisera ce produit pour souscrire à des émissions de Bons à Moyen Terme Subordonnés (BMTN) émis par ces Caisses régionales.

Les titres étant émis par des entités ayant statut d'établissement de crédit, ces émissions pourront également être intégrées dans les fonds propres surcomplémentaires au sens de la réglementation bancaire (point III de l'article 5 ter du règlement 90-02 relatif aux fonds propres) si les établissements concernés respectent l'engagement suivant :

- ni le principal, ni les intérêts de ces émissions subordonnées ne peuvent être remboursés ou payés, même à l'échéance, si ce remboursement ou paiement implique que les fonds propres de l'établissement cessent alors de respecter l'exigence globale définie à l'article 2-1 de l'arrêté du 20 février 2007 relatif aux exigences de fonds propres applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement.

L'émission de titres réalisée par RADIAN est couverte en tout état de cause par la garantie de Crédit Agricole S.A. selon les termes du point 2.2.11.

2.4.5. Conflit d'intérêt

Les Caisses régionales qui commercialisent les Titres Subordonnés Remboursables en qualité de distributeurs sont également actionnaires de l'émetteur.

PREMIERE PARTIE : L'EMETTEUR

CHAPITRE III

RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT L'EMETTEUR ET SON CAPITAL

3.1. RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT L'EMETTEUR

3.1.0. Dénomination sociale : RADIAN

Siège social : 90, Boulevard Pasteur - 75015 Paris – Tél : 01 43 23 45 78

3.1.1. Forme : Société anonyme de nationalité française.

3.1.2. Législation : Elle est régie par le nouveau code de commerce sur les sociétés commerciales.

3.1.3. Date de constitution : 20 septembre 1989

Durée : 99 ans

3.1.4. Objet social (article 3 des statuts)

La société a pour objet de faciliter le financement à moyen et long terme de toutes opérations de quelque nature que ce soit, initiées par des sociétés ou des entreprises. A cet effet :

- elle procède à l'étude et à l'émission de bons ou emprunts subordonnés ou non de nature obligataire dont le produit, préalablement affecté ou non, est employé à la souscription ou l'acquisition de titres émis par les Caisses Régionales de Crédit Agricole,
- elle réalise toutes opérations financières, commerciales.

3.1.5. Registre du commerce et des sociétés : 352 020 150 R.C.S. Paris

Code APE : N° 671-E

3.1.6. Lieu où peuvent être consultés les documents et renseignements relatifs à la société

91-93, boulevard Pasteur - 75015 Paris

3.1.7. Exercice social

Du 1er janvier au 31 décembre de chaque année.

3.1.8. Répartition statutaire des bénéfices (article 26 des statuts)

Le compte de résultat qui récapitule les produits et les charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5% au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue au dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserves en application de la loi ou des statuts, et augmenté du report bénéficiaire. Sur ce bénéfice, l'assemblée générale peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives ou de reporter à nouveau.

Le solde, s'il en existe, est réparti entre tous les actionnaires proportionnellement au nombre d'actions qu'ils possèdent. En outre, l'assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

La perte, s'il en existe, est inscrite, soit à un compte spécial pour être imputée sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction, soit sur un compte de réserves s'il en existe.

3.2. RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT LE CAPITAL

3.2.1. Capital social

L'assemblée générale mixte des actionnaires du 18 juin 1999 a décidé d'exprimer la valeur nominale de l'action RADIANT et le montant du capital social de la société RADIANT en euros. Ainsi, à compter du 18 juin 1999, la valeur nominale de l'action RADIANT a été fixée à 15 euros, et le montant du capital social à 750 000 euros, divisé en 50 000 actions entièrement libérées. Il n'existe actuellement aucun autre titre donnant accès au capital.

3.2.2. Capital autorisé non émis : sans objet

3.2.3. Titres non représentatifs du capital : aucun

3.2.4. Titres donnant accès au capital : sans objet

3.3. REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

3.3.1. Evolution du capital : le 25 juin 2002, SEGESPAR qui détenait 99,99% du capital a cédé ses actions à l'ensemble des Caisses Régionales de Crédit Agricole.

3.3.2. Modifications intervenues dans la répartition du capital au cours des trois dernières années cf ci-dessus.

Présentation de la société RADIANT à l'intérieur du Groupe Crédit Agricole

La cession d'actions détenues par la société SEGESPAR a été réalisée le 25 juin 2002 au profit de l'ensemble des Caisses Régionales de Crédit Agricole.

Toutes les Caisses Régionales, au nombre de 39 au 30 juin 2008, sont représentées au sein du capital. 8 Caisses Régionales détiennent chacune plus de 5 % du capital social : CRCAM du Languedoc (3655 actions, soit 7,31 %) CRCAM Nord Midi Pyrénées (3 481 actions, soit 6,96 %), CRCAM de Champagne-Bourgogne (3 434 actions, soit 6,87 %), CRCAM Brie Picardie (3 118 actions, 6,24 %), CRCAM de Charente-Périgord (3 005 actions, soit 6,01 %), CRCAM de sud Rhône Alpes (2 838 actions, soit 5,68 %), CRCAM des Savoie (2 694 actions, soit 5,39 %), et CRCAM Pyrénées-Gascogne (2 537actions, soit 5,07 %).

Au sein du Conseil d'Administration, présidé par un Directeur Général de Caisse Régionale, sont présentes ou représentées 3 Caisses Régionales qui figurent parmi celles participant régulièrement aux émissions de titres effectuées par la SA RADIANT.

3.4. MARCHE DES TITRES DE L'EMETTEUR

Se référer à 4.1.1.

Le Conseil d'Administration de la société RADIANT, dans sa séance du 16 avril 1999, a décidé le principe de la conversion, en unité d'un euro, des titres de créances émis avant le 31 décembre 1998 par RADIANT.

Avec l'accord du Conseil des Marchés Financiers, cette conversion a été effectuée le 10 juillet 1999, avec effet le 12 juillet 1999, et a porté sur 13 lignes de Titres Subordonnés Remboursables pour un encours de 10 274 336 000 F. converti en 1 566 312 317 titres d'un euro.

CHAPITRE IV

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ACTIVITE DE L'EMETTEUR

4.1. PRESENTATION DE LA SOCIETE

4.1.0. Historique de la Société

Créée le 20 novembre 1989, sous le nom de VALINTER IV, la Société n'a exercé aucune activité jusqu'au mois de Novembre 1990.

L'Assemblée Générale Mixte du 2 novembre 1990 a simultanément changé la dénomination sociale de la Société en "RADIAN", l'a dotée d'un capital de F. 5 000 000 et en a modifié l'objet social.

4.1.1. Description de la Société

Bénéficiaire de la garantie de Crédit Agricole S.A., la Société a maintenant pour vocation essentielle de procéder à des émissions publiques et privées de titres subordonnés pour le compte du Groupe Crédit Agricole.

Les fonds recueillis à l'occasion de ces émissions servent à la souscription de titres ayant les mêmes caractéristiques et émis par d'autres sociétés du Groupe.

De ce fait RADIAN a réalisé :

- 1/ En décembre 1990, une émission de 875 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables à conditions refixables d'une durée de 22 ans à un taux de 10,45 % pour le compte de 26 Caisses Régionales. Le 17 décembre 1998, les conditions de rémunération ont été refixées. Le 17 décembre 2005, les conditions de rémunération ont été refixées pour une dernière période de 7 ans à 3,43%
- 2/ En avril 1991, une émission de Titres Subordonnés Remboursables à conditions refixables de 688 millions de francs à un taux de 9,60 % assimilable à la première tranche à partir de la date de refixation soit le 17 décembre 1998, d'une durée de 21 ans et 246 jours pour le compte de 19 Caisses Régionales. Le 17 décembre 1998, après assimilation, les conditions de rémunération ont été refixées. Le 17 décembre 2005, les conditions de rémunération ont été refixées pour une dernière période de 7 ans à 3,43%
- 3/ En septembre 1991, une émission de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 12 ans en échange des Titres Participatifs émis par 85 Caisses régionales et la CNCA en octobre 1985.

Le nombre de Titres Participatifs émis par les Caisses régionales et la CNCA restant en circulation au moment de l'échange s'élevait à 2 500 000.

L'opération a fait l'objet d'une publication au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires du 30 septembre 1991.

RADIAN, dûment mandaté par chaque co-émetteur de Titres Participatifs, a offert un Titre Subordonné Remboursable à un taux de 9,35 % sur 12 ans et une soulte de 110 F en espèces contre un Titre Participatif de 1.000 F.

Le nombre de Titres Participatifs apportés à l'échange a atteint 1.421.103 soit 56,84 % des titres en circulation.

Les Titres Participatifs ainsi acquis par RADIAN ont été apportés intégralement aux Caisses régionales émettrices en échange de Titres Subordonnés Remboursables émis individuellement par chaque Caisse régionale selon le principe retenu pour les émissions classiques de RADIAN.

- 4/ En novembre 1991, une nouvelle émission de Titres Subordonnés Remboursables avec le choix pour les Caisses régionales d'opter pour une durée longue (21 ans) à conditions refixables ou pour la nouvelle souche à 11 ans et 316 jours créée à l'occasion de l'échange contre les Titres Participatifs en septembre 1991.

Le volume émis a atteint 721 millions de francs répartis en :

- 557 millions de francs à 11 ans 316 jours au taux de 9,35 % pour le compte de 20 Caisses régionales,
- 164 millions de francs à 21 ans au taux de 9,60 % pour le compte de 6 Caisses Régionales. Chacune de ces 2 lignes est assimilable à une ligne préexistante.

Chacune de ces 2 lignes est assimilable à une ligne préexistante.

La seconde ligne assimilable aux deux premières émissions refixables a fait l'objet d'une première refixation le 17 décembre 1998 pour 7 ans à 4,13 % et d'une deuxième refixation le 17 décembre 2005 pour une dernière période de 7 ans à 3,43 %.

- 5/ En juin 1992, une émission de 500 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 11 ans et 121 jours à un taux de 9,35 %, assimilable à la souche créée lors de l'échange de septembre 1991, pour le compte de 14 Caisses régionales.
- 6/ En décembre 1992, une émission de 795 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 12 ans à un taux de 8,65 % pour le compte de 21 Caisses régionales.
- 7/ En juin 1993, une émission de 527 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 12 ans à un taux de 7,50 % pour le compte de 15 Caisses régionales.
- 8/ En décembre 1993, une émission de 280 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 11 ans et 14 jours à un taux de 6,25 % pour le compte de 6 Caisses régionales.
- 9/ En juin 1994, une émission de 495 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 11 ans et 7 jours à un taux de 7,35 % pour le compte de 8 Caisses régionales.
- 10/ En septembre 1994, une émission de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans en échange des Titres Subordonnés Remboursables émis par 52 Caisses régionales en juin 1988.

Le nombre de Titres Subordonnés Remboursables émis par les Caisses régionales restant en circulation au moment de l'échange s'élevait à 344.800.

L'opération a fait l'objet d'une publication au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires du 23 septembre 1994.

RADIAN, dûment mandaté par chaque co-émetteur de Titres Subordonnés Remboursables de Caisses régionales, a offert un Titre Subordonné Remboursable à un taux de 8,25 % sur 10 ans et une soulte de F. 303 en espèces contre un Titre Subordonné Remboursable de Caisses régionales de F. 5 000.

Le nombre de Titres Subordonnés Remboursables de Caisses régionales apportés à l'échange a atteint 94.633, soit 27,45 % des titres en circulation.

Les Titres Subordonnés Remboursables de Caisses régionales ainsi acquis par RADIAN ont été apportés aux Caisses régionales émettrices en échange de Titres Subordonnés Remboursables émis individuellement par chaque Caisse régionale selon le principe retenu pour les émissions classiques RADIAN.

- 11/ En décembre 1994, une émission de 70 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 9 ans et 308 jours à un taux de 8,25 %, assimilable à la souche créée lors de l'échange de septembre 1994, pour le compte d'une Caisse régionale.
- 12/ En juin 1995, une émission de 100 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 8 ans 360 jours à un taux de 7,35 %, assimilable à la ligne 7,35 % émise en juin 1994, pour le compte d'une Caisse régionale.
- 13/ En septembre 1996, une émission de 620 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans à un taux de 6,50 %, pour le compte de 11 Caisses régionales.
- 14/ En octobre 1996, une émission de 1 345 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans à un taux de 6,00 %, pour le compte d'une filiale.

- 15/ En décembre 1996, une émission de 80 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 9 ans et 328 jours à un taux de 6,00 %, assimilable à la ligne 6,00 % émise en octobre 1996, pour le compte d'une Caisse régionale et d'une filiale.
- 16/ En juin 1997, une émission de 110 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 9 ans et 143 jours à un taux de 6,00 %, assimilable à la ligne 6,00 % émise en octobre 1996, pour le compte de deux Caisses régionales.
- 17/ En décembre 1997, une émission de 437 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans à un taux de 5,60 % pour le compte de cinq Caisses Régionales et d'une filiale.
- 18/ En décembre 1998, une émission de 1 075 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans à un taux de 4,50 %, pour le compte de onze Caisses régionales et de deux filiales.
- 19/ En avril 1999, une émission de 92 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans à un taux de 4,10% pour le compte d'une filiale.
- 20/ En juin 1999, une émission de 129,35 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans au taux de 4,50% pour le compte de dix-huit Caisses régionales.
- 21/ En novembre 1999, une émission de 140,8 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans au taux de 5,25 % pour le compte de dix-sept Caisses régionales.
- 22/ En juin 2000, une émission de 173,5 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans au taux de 5,55 % pour le compte de dix-neuf Caisses régionales.
- 23/ En décembre 2000, une émission de 144,5 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans au taux de 5,65 % pour le compte de dix Caisses régionales et une filiale.
- 24/ En mai 2001, une émission de 85 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans au taux de 5,40 % pour le compte d'une filiale.
- 25/ En juin 2001, une émission de 71,5 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans au taux de 5,65 % pour le compte de 12 Caisses Régionales.
- 26/ En novembre 2003, une émission de 113 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans au taux de 4,50 % pour le compte de 11 Caisses Régionales.
- 27/ En novembre 2004, une émission de 77,2 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans au taux de 4,10 % pour le compte de 5 Caisses Régionales.
- 28/ En juin 2005, une émission privée pré-placée de 200 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 15 ans ayant la première année un coupon fixe de 3,60 % puis les années suivantes des coupons indexés sur l'indice IPC des Prix à la Consommation français (hors Tabac)
- 29/ En novembre 2005, une émission de 110 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 12 ans au taux de 3,60 % pour le compte de 8 Caisses Régionales.
- 30/ En novembre 2006, une admission de 115 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans au taux de 4,306 % pour le compte de 5 Caisses Régionales.
- 31/ En novembre 2006, une émission publique de 108 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 12 ans au taux de 4,05 % pour le compte de 7 Caisses Régionales.
- 32/ En décembre 2006, une admission de 395 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans au taux de 4,346% pour le compte de 11 Caisses Régionales.
- 33/ En juillet 2007, une émission de 105 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans au taux de 4,80% pour le compte de 6 Caisses Régionales.

- 34/ En décembre 2007, une émission de 57 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans au taux de 5,10 % pour le compte de 5 Caisses Régionales.
- 35/ En juin 2008, une émission de 234 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans au taux de 6,05 % pour le compte de 8 Caisses Régionales.

Depuis sa création et jusqu'au 31 décembre 1998, 4 emprunts émis par RADIANT SA restent en vie et leur encours au 30 juin 2008 est de 2 762,8 millions de francs (équivalant en euros à 421,19 millions) et à compter du 1^{er} janvier 1999, la société a émis 17 lignes d'emprunts dont l'encours au 30 juin 2008 est de 2 343,15 millions d'euros sous forme de Titres Subordonnés Remboursables répartis comme suit :

Date	Durée à l'émission : 22 ans	Durée à l'émission : ≤ 12 ans	Encours hors prime d'émission au 30 juin 2008
Décembre 1990	875 millions de francs		133 392 882 euros
Avril 1991	688 millions de francs		104 884 922 euros
Décembre 1991	164 millions de francs		25 001 637 euros
Décembre 1998		1 035,8 millions de francs	157 909 217 euros
Sous total	1 727 millions de francs	<u>1 035,8 millions de francs</u>	421 188 658 euros
Avril 1999		92,000 millions d'euros	92 000 000 euros
Juin 1999		126,650 millions d'euros	126 650 000 euros
Novembre 1999		140,800 millions d'euros	140 800 000 euros
Juin 2000		168,500 millions d'euros	168 500 000 euros
Décembre 2000		144,500 millions d'euros	144 500 000 euros
Mai 2001		85,000 millions d'euros	85 000 000 euros
Juin 2001		71,500 millions d'euros	71 500 000 euros
Novembre 2003		113,000 millions d'euros	113 000 000 euros
Novembre 2004		77,200 millions d'euros	77 200 000 euros
Juin 2005		200,000 millions d'euros	200 000 000 euros
Novembre 2005		110,000 millions d'euros	110 000 000 euros
Novembre 2006		115,000 millions d'euros	115 000 000 euros
Novembre 2006		108,000 millions d'euros	108 000 000 euros
Décembre 2006		395,000 millions d'euros	395 000 000 euros
Juillet 2007		105,000 millions d'euros	105 000 000 euros
Décembre 2007		57,000 millions d'euros	57 000 000 euros
Juin 2008		234,000 millions d'euros	234 000 000 euros
Sous total		2 343,150 millions d'euros	2 343 150 000 euros
Total en euros			2 764 338 658 euros

Tous les emprunts énumérés ci-dessus sont cotés à EURONEXT PARIS. Leur cotation est publiée sur EURONEXT

4.1.2/ 4.1.3. Données chiffrées sur les volumes de production et ventilation du montant net du chiffre d'affaires au cours des trois derniers exercices : sans objet

4.1.4/ 4.1.5. Faits exceptionnels et litiges

Il n'existe actuellement aucun fait exceptionnel ni aucune affaire contentieuse qui soit susceptible d'affecter de façon significative l'activité, les résultats et la situation financière de la Société RADIANT.

4.2. SITUATION DE DEPENDANCE

La Société RADIANT n'est dépendante à l'égard d'aucun brevet ou licence et d'aucun contrat d'approvisionnement industriel, commercial ou financier. Toutes les opérations présentes et à venir bénéficient et bénéficieront systématiquement de la garantie de Crédit Agricole S.A..

4.3. EVOLUTION DES EFFECTIFS

La Société RADIANT n'a pas d'effectif.

4.4. POLITIQUE D'INVESTISSEMENTS

Aucun investissement n'est réalisé par la société RADIANT. En 2008, la société RADIANT reste l'instrument privilégié de levées en fonds propres complémentaires, au sens de l'article 4d du règlement CRBF 90-02, pour les Caisses Régionales.

4.5. FILIALES DE L'EMETTEUR

Sans objet

4.6. SITUATION DE L'EMETTEUR

Sans objet

4.7. RISQUES DE L'EMETTEUR

4.7.1 Facteurs de risques propres à l'émetteur ou à son secteur d'activité

Selon les principes du montage des émissions, celles-ci ne doivent pas générer de risques, du fait de l'adossement entre émissions réalisées par la société RADIANT et les émissions réalisées par les Caisses régionales.

Risques juridiques

Il n'existe aucun fait exceptionnel ou litige susceptible d'avoir une incidence significative sur la situation financière, l'activité ou les résultats de la société RADIANT.

4.7.2 Dispositif de contrôle interne général

- Le conseil d'administration est informé de l'organisation et du dispositif du contrôle interne. Il est impliqué dans la compréhension des principaux équilibres financiers de l'entreprise. Il lui est périodiquement présenté que l'adossement en taux et en marge de la société est assuré. Il approuve l'organisation générale de l'entreprise ainsi que celle de son dispositif de contrôle interne
- L'organe exécutif est directement impliqué dans l'organisation et le fonctionnement du dispositif de contrôle interne. Il s'assure que les stratégies et limites de risques sont compatibles avec la situation financière (niveaux des fonds propres, résultats) et les stratégies arrêtées par l'organe délibérant ;

4.7.3 La qualité de crédit de l' Emetteur

Les titres subordonnés constituent des engagements directs, généraux, inconditionnels et non assortis de sûreté de l'Emetteur. Le principal des Titres subordonnés Remboursables constitue une dette subordonnée de l'Emetteur. Les intérêts sur les Titres Subordonnés Remboursables constituent une dette chirographaire de l'Emetteur.

En achetant les Titres Subordonnés Remboursables, l'investisseur potentiel se repose sur la qualité de crédit de l'Emetteur et de nulle autre personne.

4.7.3 Procédures judiciaires et d'arbitrage

Pour la période couvrant les douze derniers mois, la société RADIANT n'a eu connaissance d'aucune procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage qui pourrait avoir ou a eu récemment des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la société.

4.8 Solvabilité : sans objet

4.9 Contrats importants : sans objet

CHAPITRE V

PATRIMOINE, SITUATION FINANCIERE, RESULTATS

I) COMPTES 1^{er} semestre 2008

BILAN AU 30 juin 2008

(en euros)

ACTIF

	MONTANT BRUT	AMORTIS SEMENTS	NET 30/06/2008	NET 30/06/2007	NET 31/12/2007	ANNEXES
Autres participations						
Autres titres immobilisés	2 752 775 371		2 752 775 371	2 663 998 835	2 759 082 974	Annexe 1 (a)
Prêts	15 006 591		15 006 591			
Autres immobilisations financières	49 691 180		49 691 180	44 711 761	32 339 626	Annexe 1 (b)
ACTIF IMMOBILISE	2 817 473 142		2 817 473 142	2 708 710 596	2 791 422 600	
Autres créances				44 076		
Valeurs mobilières de placement	2 041 696		2 041 696	2 041 695	2 041 696	
Disponibilités	871 968		871 968	420 189	798 862	
ACTIF CIRCULANT	2 913 664		2 913 664	2 505 960	2 840 558	
Primes de remboursement des obligations	342 436		342 436	620 171	480 545	Annexe 1 (b)
TOTAL GENERAL	2 820 729 242		2 820 729 242	2 711 836 727	2 794 743 703	

PASSIF

	NET 30/06/2008	NET 30/06/2007	NET 31/12/2007	ANNEXES
Capital social ou individuel dont versé	750 000	750 000	750 000	Annexe 1 (d)
Réserve légale	76 224	76 224	76 224	
Réserves réglementées	12 245	12 245	12 245	
Autres réserves	853 251	853 251	853 251	
Report à nouveau	540 740	418 235	418 236	
RESULTAT DE L'EXERCICE	225 220	39 376	172 504	
CAPITAUX PROPRES	2 457 680	2 149 332	2 282 460	Annexe 1 (e)
Provisions pour charges	392 290	392 290	392 290	
PROVISIONS	392 290	392 290	392 290	Annexe1(c)
DETTES FINANCIERES				
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit				
Emprunts et dettes financières divers	2 815 748 781	2 707 457 808	2 790 816 149	Annexe 1 (b)
DETTES D'EXPLOITATION				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 951 486	1 737 321	1 011 411	Annexe 1 (b)
Dettes fiscales et sociales	179 005	99 975	241 393	Annexe 1 (b)
DETTES	2 817 879 272	2 709 295 105	2 792 068 953	
TOTAL GENERAL	2 820 729 242	2 711 836 727	2 794 743 703	

COMPTE DE RESULTAT AU 30 JUIN 2008
(en euros)

	NET 30/06/2008	NET 30/06/2007	NET 31/12/2007	ANNEXES
Production vendue de services				
Chiffre d'affaires net				
Autres produits				
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Autres achats et charges externes	5 861 536	2 132 756	6 916 866	
Impôts, taxes et versements assimilés	105 911	99 975	204 411	
Autres charges	58 836	33 586	74 686	
CHARGES D'EXPLOITATION	6 026 283	2 266 317	7 195 963	
RESULTAT D'EXPLOITATION	-6 026 283	-2 266 317	-7 195 963	
Perte supportée ou Bénéfice transféré				
Produits financiers de participation				
Produits autres valeurs mobilières, créances immo.	64 023 313	61 967 379	126 983 616	Annexe 1 (f)
Autres intérêts et produits assimilés	4 808 164	832 549	4 418 798	
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Produits nets cession valeurs mobilières placement				
PRODUITS FINANCIERS	68 831 477	62 799 928	131 402 414	
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	817 898	812 614	1 640 231	
Intérêts et charges assimilées	61 627 451	59 648 871	122 235 777	
CHARGES FINANCIERES	62 445 349	60 461 485	123 876 008	
RESULTAT FINANCIER	6 386 128	2 338 443	7 526 406	
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	359 845	72 126	330 443	
Produits exceptionnels sur opérations en capital				
Reprises sur provisions et transferts de charges				
PRODUITS EXCEPTIONNELS				
Charges exceptionnelles sur opérations en capital				
Dotations exceptionnelles aux amortissements et aux provisions				
CHARGES EXCEPTIONNELLES				
RESULTAT EXCEPTIONNEL				
Impôts sur les bénéfices	134 625	32 750	157 939	
TOTAL DES PRODUITS	68 831 477	62 799 929	131 402 414	
TOTAL DES CHARGES	68 606 257	62 760 553	131 229 910	
BENEFICE OU PERTE	225 220	39 376	172 504	

ANNEXE 1

ETATS FINANCIERS AU 30 JUIN 2008

I. FAITS CARACTERISTIQUES

Au cours du premier semestre 2008, RADIANT a connu un amortissement sur la ligne de juin 98 à 5,25% pour un montant de 224 862 292 euros et a effectué une émission pour un montant de 234 000 000 euros d'une durée de 10 ans au taux fixe de 6,05%. La souscription de 234 000 000 euros sur le premier semestre se décompose en 219 000 000 euros de Titres Subordonnés Remboursables et 15 000 000 euros de souscription de prêt subordonné présentant des caractéristiques identiques.

II. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

La situation au 30 juin 2008 a été établie selon les mêmes règles que l'arrêté annuel au 31 décembre 2007. Les règles et principes comptables édictés par le nouveau plan comptable général (règlement CRC 99-03 du 29 avril 1999) s'appliquent.

Les choix, parmi les méthodes légales, sont les suivantes :

- Les titres de participation sont comptabilisés à leur prix d'acquisition. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée du montant de la différence.
- Lorsque des émissions et des souscriptions comportent une prime d'émission :
 - Les titres souscrits par RADIANT auprès des caisses régionales sont enregistrés à leur coût d'acquisition, primes d'émission incluses ou net de primes d'émission selon que le titre est émis au-dessus ou en dessous du pair.
 - Les titres émis par RADIANT auprès du public sont comptabilisés pour la valeur totale de remboursement. Les primes d'émission sont inscrites au passif pour les émissions au-dessus du pair et à l'actif dans le cas d'émissions en dessous du pair.
 - Les primes d'émission sont inscrites au compte de résultat de façon linéaire sur la durée des souscriptions et des emprunts.
- Les sorties des titres de participation, des autres titres immobilisés et des valeurs mobilières de placement, sont valorisées d'après la méthode PEPS.
- La comptabilisation d'une provision pour impôt dans les comptes sociaux de RADIANT traduit la charge future d'impôt sur les sociétés dont il conviendra d'effectuer le calcul sur la base des coupons courus au 31 décembre 1992, des titres subordonnés souscrits auprès des Caisses Régionales dont l'imposition est reportée à la date de cession ou de remboursement des titres.

a) IMMOBILISATIONS (en euros)

Les mouvements comptables concernant les immobilisations financières jusqu'au 30 juin 2008 sont les suivants :

IMMOBILISATIONS FINANCIERES	Début exercice	Acquisitions/Emissions
Autres participations		
Autres titres immobilisés <i>et prêt (1)</i>	2 759 082 974	234 102 960
Autres immobilisations financières (intérêts courus non échus des titres subordonnés)	32 339 626	198 580
TOTAL GENERAL	2 791 422 600	251 454 514

IMMOBILISATIONS FINANCIERES	Amortissement / Rachat	Amortissement Prime 2008	Fin exercice
Autres participations			
Autres titres immobilisés et prêt (1)	224 862 292	541 680	2 767 781 962
Autres immobilisations financières (intérêts courus non échus des titres subordonnés)	6 137 635	-23 290 609	49 691 180
TOTAL GENERAL	224 862 292	541 680	2 817 473 142

(1) Détail des titres immobilisés et prêt

DETAIL DES TITRES IMMOBILISES ET PRET			Nominal	Prime d'émission	Amortissements prime d'émission	Total
DECEMBRE	1 990	3,89%	133 392 882			133 392 882
AVRIL	1 991	3,89%	104 884 922	33 608	3 376	104 915 154
DECEMBRE	1 991	3,89%	25 001 637	67 915	6 821	25 062 731
JUIN	1 998	5,40%		219 934	219 934	
DECEMBRE	1 998	4,65%	157 909 217	372 686	189 997	158 091 906
MAI	1 999	4,25%	92 000 000	-73 912	-26 585	91 952 673
JUIN	1 999	4,65%	126 650 000	-75 720	-25 240	126 599 520
NOVEMBRE	1 999	5,40%	140 800 000	-330 913	-86 284	140 555 371
JUIN	2 000	5,70%	168 500 000	201 093	40 307	168 660 786
DECEMBRE	2 000	5,80%	144 500 000	63 023	10 730	144 552 293
MAI	2 001	5,40%	85 000 000	1 737	254	85 001 483
JUIN	2 001	5,50%	71 500 000	25 530	3 670	71 521 860
NOVEMBRE	2 003	4,63%	113 000 000	549 909	46 615	113 503 294
NOVEMBRE	2 004	4,23%	77 200 000	708 036	51 299	77 856 737
JUIN	2 005	3,60%	200 000 000			200 000 000
NOVEMBRE	2 005	3,73%	90 000 000	1 415 744	71 455	91 344 289
NOVEMBRE	2 005	3,73%	10 000 000	182 330	9 203	10 173 127
JANVIER	2 006	3,73%	10 000 000	215 658	10 884	10 204 774
NOVEMBRE	2 006	4,451%	115 000 000			115 000 000
NOVEMBRE	2 006	4,195%	108 000 000	54 767	2 511	108 052 256
DECEMBRE	2 006	4,491%	395 000 000			395 000 000
JUILLET	2 007	4,945%	105 000 000	22 967	1 203	105 021 764
DECEMBRE	2007	5,245%	57 000 000	227 631	11 388	57 216 243
JUIN	2008	6,195%	234 000 000(*)	102 960	141	234 102 819
TOTAL	GENERAL		2 764 338 658	3 984 982	541 680	2 767 781 962

(*) La souscription de 234 000 000 euros sur le premier semestre se décompose en 219 000 000 euros de Titres Subordonnés Remboursables et 15 000 000 euros de souscription de prêt subordonné présentant des caractéristiques identiques

b) CREANCES ET DETTES (en euros)

Les créances et dettes constatées au 30 juin 2008 se présentent comme suit :

ETAT DES CREANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres immobilisations financières (1)	49 691 180	49 691 180	
Autres créances			
TOTAL GENERAL	49 691 180	49 691 180	

(1) Intérêts courus non échus des souscriptions de titres subordonnés, présentés en immobilisations financières

ETAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	+ 1 an, 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes d'établissements de crédit				
Emprunts et dettes financières divers (2)	2 815 748 781	424 435 050	873 917 496	1 517 396 235
Charges à payer dividende				
Fournisseurs et comptes rattachés	1 951 486	1 951 486		
Etat : autres impôts, taxes assimilées	179 005	179 005		
Groupe et associés				
TOTAL GENERAL	2 817 879 272	565 541	873 917 496	1 517 396 235

(2) Emissions de titres subordonnés :

- Nominal : 2 764 338 658
- Primes d'émission au-dessus du pair : 3 716 979
- (taux d'émission supérieur à 100 %) (*)
- Intérêts courus non échus : 47 693 144

(*) Les primes d'émission nettes au-dessous du pair (342 436) sont présentées à l'actif

	Début exercice	Augmentations	Dotations Amt	Fin exercice
Primes d'émission des TSR émis en dessous du Pair	480 545		138 109	342 436

c) PROVISIONS (en euros)

Les provisions pour la situation au 30 juin 2008 sont les suivantes :

RUBRIQUES	Début exercice	Dotations	Reprises	Fin exercice
Provisions pour impôts (1)	392 290			392 290
TOTAL GENERAL	392 290			392 290

(1) Cette provision pour impôts d'un montant de 392 290 euros correspond à la charge future d'impôt sur les sociétés calculée sur la base des coupons courus 1992 des TSR souscrits auprès des caisses régionales, dont l'imposition est reportée à la date de cession ou de remboursement des titres.

d) COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL (en Euros)

Le capital social est fixé à 750 000 euros et divisé en 50 000 actions de 15 Euros chacune (AGE du 18 juin 1999)

Principal actionnaire : Les Caisses Régionales.

e) VARIATION DES CAPITAUX PROPRES (en euros)

	Capital	Réserves	Report à nouveau	Résultat de l'exercice	CAPITAUX PROPRES
31/12/2006 avant affectation	750 000	941 720	142 958	325 278	2 159 956
Affectation du résultat (1)			275 278	-325 278	-50 000
Autres variations					
Résultat 30/06/2007				39 376	39 376
30/06/2007 avant affectation	750 000	941 720	418 236	39 376	2 149 332
Autres variations					
Résultats 2 ^{ème} semestre 2007				133 128	133 128
31/12/2007 avant affectation	750 000	941 720	418 236	172 504	2 282 460
Affectation du résultat (2)			122 504	-172 504	-50 000
Autres variations					
Résultat 30/06/2008				225 220	225 220
30/06/2008 avant affectation	750 000	941 720	540 740	225 220	2 457 680

(1) Distribution de dividendes d'un montant de 50 000 euros en 2007

(2) Distribution de dividendes d'un montant de 50 000 euros en 2008

f) ELEMENTS RELEVANT DE PLUSIEURS POSTES DE BILAN ET DU COMPTE DE RESULTAT (En K€)

RUBRIQUES	Entreprises liées
ACTIF IMMOBILISE	
Autres titres immobilisés et prêt	2 767 782
Autres immobilisations financières	49 691
DETTES	
Emprunts et dettes/Etablissements de crédit	
Dettes fournisseurs, comptes rattachés	1 827
Autres dettes	
CHARGES	
Autres achats et charges externes	
- Commissions sur emprunts	2 160
- Autres charges diverses d'exploitation	2
Autres charges	
PRODUITS	
Commissions sur prêts	
Autres produits financiers	64 023

g) ENGAGEMENTS HORS BILAN (en euros)

RUBRIQUES	Montant hors bilan		
	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
Autres engagements reçus :			
Sur les émissions d'emprunts RADIANT : (1)			
- capital	2 764 338 658	2 659 821 167	2 755 200 950
- intérêts courus non échus	47 693 145	42 863 740	31 324 463
- intérêts non courus, non échus	731 370 634	646 350 771	651 428 306
TOTAL	3 543 402 437	3 349 035 678	3 437 953 719

(1) Crédit Agricole SA garantit le remboursement du nominal et des intérêts des émissions des emprunts RADIANT.

h) IDENTITE DES SOCIETES MERES CONSOLIDANT LES COMPTES DE LA SOCIETE

DENOMINATION SOCIALE ET SIEGE SOCIAL	Forme	Montant capital
Crédit Agricole S.A. 91/93, Boulevard Pasteur - 75015 PARIS	SA	5 009 270 616

Les comptes de la société sont inclus, suivant la méthode de l'intégration globale, dans les comptes consolidés du Groupe Crédit Agricole.

Le montant du capital social ne tient pas compte de l'augmentation de capital de 5,9 milliards euros. En date du 07 juillet 2008, le capital social de CA S.A. s'élève à 6 679 027 448 euros.

II) RAPPORT D'EXAMEN LIMITE DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

RADIAN S.A

Rapport du commissaire aux comptes
sur l'information financière semestrielle 2008

Période du 1^{er} janvier 2008 au 30 juin 2008

RADIAN

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2008

Rapport du commissaire aux comptes sur l'information financière semestrielle

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

l'examen limité des comptes semestriels de la société Radian relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2008, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;

la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard des règles et principes comptables français, la régularité et la sincérité des comptes semestriels et l'image fidèle qu'ils donnent du patrimoine et de la situation financière à la fin du semestre ainsi que du résultat du semestre écoulé de la société.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels.

Neuilly-sur-Seine, le 28 août 2008

Le Commissaire aux Comptes

ERNST & YOUNG et Autres

Valérie Meeus

III) TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE au 30 juin 2008

Tableau des flux de trésorerie de Radian (en K€)			
	juin-08	dec-07	juin-07
Flux de trésorerie liés à l'activité			
Résultat net	225	172	39
Variation du besoin en fonds de roulement	878	173	757
Flux nets de trésorerie générés par l'activité (1)	1 103	345	797
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement			
Acquisition d'immobilisations financières	-250 913	-2 967	-15 931
Cessions d'immobilisations financières	224 862	66 620	0
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement (2)	-26 051	63 653	-15 931
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement			
Dividendes versés aux actionnaires	-50	-50	0
Emissions d'emprunts	249 933	863	12 947
Remboursement d'emprunts	-224 862	-66 620	0
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (3)	25 021	-65 807	12 947
Variation de trésorerie (1 + 2 + 3)	73	-1 809	-2 188
Trésorerie d'ouverture	799	2 608	2 608
Trésorerie de clôture	872	799	420
Variation de trésorerie	73	-1 809	-2 188

Les flux d'intérêt liés aux immobilisations financières sont présentés sur la ligne "Acquisition d'immobilisations financières" et ceux liés aux emprunts sont présentés sur la ligne "Emissions d'emprunts".

CHAPITRE VI

ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE

6.1. Composition et fonctionnement des organes d'administration, de direction

6.1.0. Composition des organes d'administration, de direction

Président :

Monsieur Jean PHILIPPE : Directeur Général de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Pyrénées Gascogne
Date de la première nomination et échéance du mandat : 20 septembre 2006 – 2009

Administrateurs :

Caisse Régionale de Crédit Agricole Nord de France représentée par Monsieur Jacques DURAND, Directeur Général Adjoint
Date de la première nomination et échéance du mandat : 30 juin 2003 – 2009

Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente Périgord représentée par Monsieur François MACE, Directeur Général
Date de la première nomination et échéance du mandat : 30 juin 2003 – 2009

Caisse Régionale de Crédit Agricole Champagne-Bourgogne représentée par Monsieur Pierre FORT, Directeur Général Adjoint
Date de la première nomination et échéance du mandat : 20 juin 2007 – 2010

CAAM Group (anciennement SEGESPAR) représenté par Monsieur Andrew WATSON, Directeur Epargne Entreprise de Crédit Agricole Asset Management
Date de la première nomination et échéance du mandat : 4 septembre 1989-2011

Monsieur Olivier NICOLAS, Directeur Général de RADIANT et Directeur de la Gestion Financière de Crédit Agricole S.A.
Date de la première nomination et échéance du mandat : 29 mars 2000 – 2011

Madame Sylvie VERNET-GRUOT, Directeur Général Adjoint de CACEIS Corporate Trust
Date de la première nomination et échéance du mandat : 22 septembre 2005-2009

Direction

Monsieur Olivier NICOLAS, Directeur Général

Contrôle

Commissaires aux comptes

Titulaire

ERNST & YOUNG et Autres, 41, rue Ybry - 92576 Neuilly sur Seine Cedex
Société représentée par Valérie MEEUS

Suppléant

Société Picarle et Associés, 11, allée de l'Arche 92400 Courbevoie

Responsable de l'information

Monsieur Olivier NICOLAS

6.1.1. Fonctionnement des organes d'administration, de direction

A) Nombre et dates des réunions du conseil d'administration, du directoire :

- 1 réunion du Conseil d'administration a eu lieu le 18 juin 2008
- 1 réunion du Conseil d'administration a eu lieu le 28 août 2008

B) Comités constitués par l'organe d'administration, de direction :

Aucun comité n'a été mis en place par l'organe d'administration, de direction pour RADIAN S.A

C) Audit et Gouvernement d'entreprise

La préparation et l'organisation des travaux du conseil d'administration de la société Radian sont présentées dans le rapport du président sur le contrôle interne figurant aux pages 47 à 53 du prospectus Radian ayant reçu de l'Autorité des marchés financiers le numéro de visa 08-120 en date du 9 juin 2008.

6.2. Intérêts des dirigeants dans le capital de l'Emetteur

6.2.0. La répartition des jetons de présence est déterminée par le Conseil (art.14.6 des statuts). Il n'a pas été attribué de jetons de présence

6.2.1. Options de souscription ou d'achat d'actions
Sans objet

6.2.2. Actionnariat

Toutes les Caisses Régionales, au nombre de 39 au 30 juin 2008, sont représentées au sein du capital. 8 Caisses Régionales détiennent chacune plus de 5 % du capital social : CRCAM du Languedoc (3655 actions, soit 7,31 %) CRCAM Nord Midi Pyrénées (3 481 actions, soit 6,96 %), CRCAM de Champagne-Bourgogne (3 434 actions, soit 6,87 %), CRCAM Brie Picardie (3 118 actions, 6,24 %), CRCAM de Charente-Périgord (3 005 actions, soit 6,01 %), CRCAM de sud Rhône Alpes (2 838 actions, soit 5,68 %), CRCAM des Savoie (2 694 actions, soit 5,39 %), et CRCAM Pyrénées-Gascogne (2 537actions, soit 5,07 %).

Au sein du Conseil d'Administration, présidé par un Directeur Général de Caisse Régionale, sont présentes ou représentées 3 Caisses Régionales qui figurent parmi celles participant régulièrement aux émissions de titres effectuées par la SA RADIAN.

6.2.3. Principaux actionnaires

Les principales Caisses régionales sont représentées ainsi aucun contrôle n'est exercé de manière abusive.

6.3. Mention des schémas d'intéressement du personnel :
Sans objet

6.3. Conflit d'intérêt :

Il n'y a aucun conflit d'intérêt potentiel entre les devoirs à l'égard de la société RADIAN de l'une quelconque des personnes composant l'organe d'administration et de direction et leurs intérêts privés.

CHAPITRE VII

EVOLUTION RECENTE ET PERSPECTIVES D'AVENIR

7.1. EVOLUTION RECENTE

RADIAN SA a procédé en juin 2008 à une émission de titres subordonnés remboursables, sous la forme d'une émission publique dans le réseau de 234 M€, d'une durée de 10 ans, avec un taux fixe de 6,05 %; cette émission a été effectuée pour le compte de 8 Caisses régionales.

7.2. PERSPECTIVES D'AVENIR

RADIAN S.A, qui bénéficie de la garantie de Crédit Agricole s A, demeure le principal instrument de levée de fonds propres complémentaires pour les Caisses régionales de Crédit Agricole. De ce fait, son activité future restera rythmée par les demandes ponctuelles des Caisses Régionales.

En 2008, pour permettre aux Caisses régionales de maintenir des ratios de solvabilité CRD élevés en levant des fonds propres complémentaires, la SA RADIAN leur proposera à nouveau cette émission en fonction de leurs besoins. Le produit de cette émission et des futures émissions de TSR RADIAN, sera désormais placé sous forme de Bons à Moyen Terme Subordonnés (BMTN subordonnés) émis par les Caisses Régionales. Cette nouvelle structuration des émissions de RADIAN S.A a reçu l'accord de la Commission Bancaire.

CHAPITRE VIII

ACTUALISATION LIEE A L' ENTREE EN VIGUEUR DU REGLEMENT EUROPEEN N°809/2004 DU 29 AVRIL 2004 PRIS EN APPLICATION DE LA DIRECTRICE 2003/71/CE DITE « DIRECTRICE PROSPECTUS »

ORGANES D' ADMINISTRATION , DE DIRECTION

ORGANIGRAMME

La société RADIAN reste l'instrument privilégié de levée de fonds propres complémentaires pour les Caisses régionales de Crédit Agricole.

Les Caisses régionales sollicitent RADIAN S.A afin de chercher à maintenir le niveau de leurs ratios de solvabilité CRD (Capital Requirements Directive) en levant des fonds propres sous la forme de BMTN Subordonnés.

INFORMATIONS FINANCIERES CONCERNANT LE PATRIMOINE , LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS DE L'EMETTEUR - CHANGEMENT SIGNIFICATIF DE LA SITUATION DE L'EMETTEUR

Il n'existe aucun changement significatif de la situation financière de RADIAN depuis le 30 juin 2008. Il ne s'est produit aucun événement récent propre à l'émetteur et intéressant, dans une mesure importante, l'évaluation de sa solvabilité .

TENDANCES

Aucune détérioration significative n'a affecté les perspectives de l'émetteur depuis la date de ses derniers états financiers vérifiés et publiés.

Aucun événement ou tendance connue n'est susceptible d'influer sensiblement sur les perspectives de l'émetteur pour l'exercice en cours

DEUXIEME PARTIE : LE GARANT

CHAPITRE III

RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT LE GARANT ET SON CAPITAL

Se reporter :

- au document de référence du garant déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 20 mars 2008 sous le numéro D.08-0140,
- *au rectificatif déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 29 avril 2008 sous le numéro D.08-0140-R01*
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 15 mai 2008 sous le numéro D.08-0140-A01
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 20 mai 2008 sous le numéro D.08-0140-A02
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 11 septembre 2008 sous le numéro D.08-0140-A03
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 18 novembre 2008 sous le numéro D.08-0140-A04
- à la note d'opération relative à son augmentation de capital déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 4 juin 2008 sous le numéro 08-115

CHAPITRE IV

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ACTIVITE DU GARANT

Se reporter :

- au document de référence du garant déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 20 mars 2008 sous le numéro D.08-0140,
- *au rectificatif déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 29 avril 2008 sous le numéro D.08-0140-R01*
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 15 mai 2008 sous le numéro D.08-0140-A01
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 20 mai 2008 sous le numéro D.08-0140-A02
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 11 septembre 2008 sous le numéro D.08-0140-A03
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 18 novembre 2008 sous le numéro D.08-0140-A04
- à la note d'opération relative à son augmentation de capital déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 4 juin 2008 sous le numéro 08-115

CHAPITRE V

PATRIMOINE - SITUATION FINANCIERE - RESULTATS DU GARANT

Se reporter :

- au document de référence du garant déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 20 mars 2008 sous le numéro D.08-0140,
- *au rectificatif déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 29 avril 2008 sous le numéro D.08-0140-R01*
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 15 mai 2008 sous le numéro D.08-0140-A01
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 20 mai 2008 sous le numéro D.08-0140-A02
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 11 septembre 2008 sous le numéro D.08-0140-A03
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 18 novembre 2008 sous le numéro D.08-0140-A04
- à la note d'opération relative à son augmentation de capital déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 4 juin 2008 sous le numéro 08-115

CHAPITRE VI

GOUVERNANCE D'ENTREPRISE ET CONTROLE INTERNE

Se reporter :

- au document de référence du garant déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 20 mars 2008 sous le numéro D.08-0140,
- *au rectificatif déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 29 avril 2008 sous le numéro D.08-0140-R01*
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 15 mai 2008 sous le numéro D.08-0140-A01
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 20 mai 2008 sous le numéro D.08-0140-A02
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 11 septembre 2008 sous le numéro D.08-0140-A03
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 18 novembre 2008 sous le numéro D.08-0140-A04
- à la note d'opération relative à son augmentation de capital déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 4 juin 2008 sous le numéro 08-115

CHAPITRE VII

EVOLUTION RECENTE ET PERSPECTIVES D'AVENIR DU GARANT

Se reporter :

- au document de référence du garant déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 20 mars 2008 sous le numéro D.08-0140,
- *au rectificatif déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 29 avril 2008 sous le numéro D.08-0140-R01*
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 15 mai 2008 sous le numéro D.08-0140-A01
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 20 mai 2008 sous le numéro D.08-0140-A02
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 11 septembre 2008 sous le numéro D.08-0140-A03
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 18 novembre 2008 sous le numéro D.08-0140-A04
- à la note d'opération relative à son augmentation de capital déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 4 juin 2008 sous le numéro 08-115

En complément aux renseignements publiés dans les documents mentionnés ci-dessus, le Garant porte à la connaissance du public les informations suivantes :

Crédit Agricole S.A. et Attijariwafa Bank annoncent la signature d'un accord relatif à l'évolution de leurs participations respectives au Maroc et en Afrique

(communiqué de presse du 25 novembre 2008)

- L'acquisition par Attijariwafa Bank de la participation de Crédit Agricole S.A. dans son réseau de banques de détail en Afrique : Crédit du Congo (81% du capital), Société Ivoirienne de Banque (51% du capital), Société Camerounaise de Banque (65% du capital), Union Gabonaise de Banque (59% du capital) et Crédit du Sénégal (95% du capital), pour un montant global de 250 millions d'euros soit MAD 2,8 milliards.
- L'acquisition par Crédit Agricole S.A. de 24% supplémentaires du capital du Crédit du Maroc détenus par Wafa Assurance, pour un montant de 144 millions d'euros, soit MAD 1,6 milliards, portant ainsi sa participation à 77%.
- L'acquisition par Sofinco, filiale à 100% de Crédit Agricole S.A., de 15% du capital de Wafasalaf, permettant de renforcer la participation de Sofinco à 49% du capital, pour un montant de 71 millions d'euros, soit MAD 0,8 milliard).

La finalisation de cette opération est soumise à l'obtention des autorisations nécessaires de la part des autorités compétentes et devrait intervenir au second trimestre 2009.

« Cette opération s'inscrit dans le cadre de la stratégie du Groupe Crédit Agricole telle que rappelée au moment de l'augmentation de capital annoncée en mai 2008 » souligne Georges Pauget, directeur général de Crédit Agricole S.A. A l'international, cette stratégie privilégie les activités de banque de proximité en Europe, ainsi que dans le Bassin méditerranéen. Dans le cadre de cette démarche globale et compte tenu du potentiel de développement du Maroc, nous avons souhaité conforter nos positions dans ce pays où nous sommes implantés depuis longtemps, d'une part dans les métiers de banque universelle à travers Crédit du Maroc qui a pour objectif de figurer d'ici 2010 parmi les 5 premières banques au Maroc, d'autre part dans le crédit à la consommation avec Wafasalaf, leader au Maroc. »

« Avec cette opération, Attijariwafa Bank, premier groupe bancaire et financier du Maghreb et septième au niveau africain, accélère son développement à l'international », souligne Mohamed El Kettani, président directeur général de Attijariwafa Bank. « L'acquisition d'un réseau de 5 banques, qui représente plus de 1 350 employés, un PNB 2007 de 115 millions d'euros (soit MAD 1,3 milliards) et un total de bilan 2007 d'environ 1 425 millions d'euros (soit MAD 15,8 milliards) vient compléter son dispositif d'ores et déjà déployé en Tunisie à travers sa filiale Attijari bank Tunisie, cinquième banque du pays (8% de part de marché et 110 agences), au Sénégal à travers ses deux filiales en cours de fusion Attijari bank Sénégal et CBAO, l'ensemble constituant la première banque du pays (29% de part de marché et 49 agences) et au Mali à travers sa filiale BIM, deuxième banque malienne (15% de part de marché et 55 agences). Elle permet à Attijariwafa Bank de conforter sa vocation d'acteur régional de premier plan, dans le Maghreb et en Afrique subsaharienne, et, conformément à son plan stratégique, d'inscrire son action en vecteur du développement économique régional. »

A découper et à adresser à :

✂-----

CRÉDIT AGRICOLE SA
Service des Publications
91/93 Boulevard Pasteur - 75015 - PARIS

Nom : Prénom :

Adresse :

Code Postal :

Désire recevoir :

- ☐ le document de référence du garant ayant reçu le numéro de dépôt D.08-0140 de l'Autorité des Marchés financiers en date du 20 mars 2008
- ☐ le rectificatif du document de référence du garant déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 29 avril 2008 sous le numéro D.08-0140-R01,
- ☐ l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 15 mai 2008 sous le numéro D.08-0140-A01,
- ☐ l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 20 mai 2008 sous le numéro D.08-0140-A02
- ☐ l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 11 septembre 2008 sous le numéro D.08-0140-A03
- ☐ l'actualisation du document de référence de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 18 novembre 2008 sous le numéro D.08-0140-A04
- ☐ la note d'opération relative à son augmentation de capital déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 4 juin 2008 sous le numéro 08-115
- ☐ du prospectus RADIAN ayant reçu de l'Autorité des marchés financiers le numéro de visa 08-120 en date du 9 juin 2008 pour les comptes 2007

